

COMMISSION DE LA JUSTICE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

du

van

MARDI 07 DÉCEMBRE 2010

DINSDAG 07 DECEMBER 2010

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 20 par Mme Sarah Smeyers, présidente.

01 Question de M. Damien Thiéry au ministre de la Justice sur "les arrangements de promoteurs immobiliers avec certaines communes flamandes visant à permettre à ces dernières de sélectionner les acquéreurs de biens immobiliers" (n° 1300)

01.01 Damien Thiéry (MR): Les arrangements conclus entre des communes flamandes, notamment Overijse, Gooik et Vilvoorde, et des promoteurs immobiliers en vue de s'assurer que les nouveaux logements seraient en priorité vendus à des néerlandophones sont, selon moi, discriminatoires et constituent une violation de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, ainsi que de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination, ainsi que de l'article 245 du Code pénal, qui vise à interdire aux personnes publiques de s'ingérer dans des affaires commerciales ou privées. Il pourrait même y avoir corruption publique passive, aux termes de l'article 246 du même Code.

En vertu de votre pouvoir d'injonction positive, n'y aurait-il pas lieu d'engager des poursuites à l'égard des bourgmestres ou autorités concernées?

01.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en français*): Si une personne estime qu'il a été porté atteinte à sa vie privée elle peut porter plainte auprès de la Commission de la protection de la vie privée ou auprès des cours et tribunaux; il en va de même en cas de discrimination, de corruption ou de toute autre qualification juridiquement ou pénalement adéquate.

Le pouvoir d'injonction positive du ministre de la Justice constitue une exception au principe de séparation des pouvoirs qui ne peut intervenir qu'en cas de problème tout à fait particulier. Jusqu'à présent ce problème ne s'est pas encore posé de cette manière.

01.03 Damien Thiéry (MR): Le ministre devrait inviter le parquet à prendre position ou à poursuivre jusqu'au moment où l'on voit s'il faut classer l'affaire. Pourquoi n'y a-t-il pas eu de correspondance avec le parquet général?

01.04 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en français*): Le problème ne s'est pas encore posé: les plaignants peuvent recourir à la Commission de la protection de la vie privée, ainsi qu'à des procédures pénales et civiles.

01.05 Damien Thiéry (MR): C'est donc la population qui doit engager des frais pour porter plainte. Je reviendrai sur la question car votre réponse ne me satisfait pas.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Marie-Christine Marghem au ministre de la Justice sur "la violence faite aux femmes" (n° 1339)

02.01 Marie-Christine Marghem (MR): Une étude menée par l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes montre que les principales victimes de la violence conjugale, qu'elle soit verbale, psychologique ou physique, sont les femmes. Ces dernières se déclarent également, via la ligne d'écoute 0800 30 030, insatisfaites de l'absence d'accueil qui leur est réservée de la part de la police relevant du fédéral quand elles déposent plainte, ce qui est confirmé par les auditions de la commission "Abus sexuels": malgré la réforme de la police, on trouve une sorte de laxisme, d'indifférence voire de moquerie au niveau des commissariats.

Que compte faire le ministre pour ressusciter l'intérêt et la motivation des forces de police à la prise de plaintes?

02.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (en français): Les termes de la question devraient être précisés: l'écoute et la prise en compte des plaintes peuvent en effet concerner l'accueil par les policiers, l'action des maisons de justice, la suite réservée par le parquet ou l'appréciation du juge du fond.

Une politique criminelle globale en matière de violence conjugale ou intrafamiliale a été définie dans une circulaire commune du Collège des procureurs généraux et du ministre de la Justice adoptée le 21 avril 2005. Elle a nécessité des adaptations des systèmes informatiques des polices et des parquets afin de répondre à des sollicitations scientifiques ou autres (notamment des questions parlementaires).

Elle est évaluée et vérifiée par le Collège des procureurs généraux en collaboration avec le Service de politique criminelle et les associations s'occupant de victimes, afin que l'évolution du problème soit analysée et que de nouvelles formes de violence, comme la maltraitance des parents ou les crimes d'honneur, soient prises en compte. L'instauration de policiers et de substituts de référence spécialement formés sont une preuve des progrès réalisés dans ce domaine.

Les objectifs de cette politique criminelle sont de protéger les victimes, de sensibiliser les acteurs policiers et judiciaires, d'éviter la banalisation et de donner un signal fort aux auteurs. Le nouveau Plan d'action national 2010-2014 pour la lutte contre la violence entre partenaires et contre les autres formes de violence intrafamiliale s'inscrit dans le même cadre.

Je partage votre préoccupation quant au fonctionnement des juridictions du travail et au traitement du dossier de règlement collectif de dettes.

02.03 Marie-Christine Marghem (MR): Vous abordez une autre question, que je n'ai pas encore posée et qui concerne l'arriéré de ces juridictions en raison du transfert du contentieux relatif au règlement collectif de dettes sans mesures d'accompagnement en termes d'étoffement des greffes...

02.04 Carl Devlies, secrétaire d'État (en français): Je n'ai pas toujours le temps de vérifier les réponses que me transmettent les services du ministre de la Justice.

02.05 Marie-Christine Marghem (MR): La violence faite aux femmes et les juridictions du travail, c'est un copié-collé un peu audacieux!

En réplique à ma première question, je dirai qu'une enquête, faite au départ du numéro gratuit mis à la disposition des femmes victimes de violences (0800 30 030), révèle que 40 % des personnes qui l'utilisent sont insatisfaites de l'accueil en première ligne, c'est-à-dire des services de police. En matière de politique criminelle, il y a manifestement beaucoup à redire quant à la circulaire des procureurs généraux relative à la sensibilisation des acteurs de première ligne à la problématique de la violence intrafamiliale. Je reviendrai vers vous avec une étude relative à ce chiffre.

02.06 Carl Devlies, secrétaire d'État (en français): Je vous ai donné la liste des mesures prises. Nous demanderons les chiffres exacts auprès du Service de politique criminelle. Vous recevrez une réponse écrite.

02.07 Marie-Christine Marghem (MR): Ma deuxième question concerne les juridictions du travail. Elles constatent un arriéré de deux ans en moyenne par juridiction, eu égard au transfert du règlement collectif de

dettes.

À l'époque où la ministre de la Justice, Laurette Onkelinx, avait pris cette décision, nous l'avions mise en garde. Il fallait en tenir compte en termes d'encadrement. Or, à ce jour, rien n'a été fait de façon spécifique.

Que comptez-vous faire?

02.08 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en français*): Au sujet de ce transfert de compétence aux juridictions du travail, une extension de cadre de 9 greffiers et 36 membres du personnel administratif a été réalisée. De plus, j'ai récemment mis à la disposition de ces juridictions 10 référendaires supplémentaires et leur charge administrative a été réduite. Dans cette procédure, je renvoie à la loi du 6 avril 2010.

Je suis conscient du fait qu'il faut continuer à veiller au suivi de la charge de travail dans les juridictions du travail.

Le 4 juin 2008, j'ai conclu avec l'ordre judiciaire un premier protocole concernant la mesure de la charge de travail axé principalement sur les cours d'appel. Le 25 juin 2010, j'ai signé un deuxième protocole concernant la poursuite des initiatives prises, auxquelles se sont ajoutés le démarrage et le développement de la mesure de la charge de travail au niveau des juridictions du travail.

02.09 Marie-Christine Marghem (MR): Pourriez-vous m'adresser copie de ces protocoles signés récemment? À quelle date cette mesure de la charge du travail doit-elle être objectivée? Demande-t-on aux juridictions d'évaluer cette charge de travail spécifiquement pour chacune d'entre elles? À quelle date doivent-elles avoir achevé ce travail?

02.10 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en français*): Les données disponibles vous seront transmises.

L'incident est clos.

03 Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "l'agrandissement d'Everberg" (n° 1318)

03.01 Renaat Landuyt (sp.a): Une extension de la capacité du centre de détention d'Everberg pour les jeunes flamands avait été prévue à la demande du gouvernement flamand mais il ne devait pas être procédé à l'engagement de personnel supplémentaire. Le 24 février 2010, le ministre a toutefois déclaré en commission que dès qu'une décision aura été prise en ce qui concerne l'extension de la capacité, la direction générale EPI examinerait les besoins en personnel et les adapteraient si nécessaire.

Combien de places supplémentaires seraient créées à Everberg? Comment ce dossier a-t-il été préparé? L'effectif du personnel sera-t-il adapté? Est-il usuel que les autorités fédérales créent des places supplémentaires à la demande du ministre flamand?

03.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): L'extension du nombre de places pour néerlandophones à Everberg n'a pas été effectuée uniquement à la demande du gouvernement flamand mais est une conséquence logique du masterplan. Les places libérées à la suite du transfert de 50 jeunes francophones à Saint-Hubert sont disponibles pour de jeunes néerlandophones. Des travaux de rafraîchissement ont été effectués dans l'attente de l'extension de la capacité à Everberg. Dès décembre, le nombre de places passera de 24 à 30. L'effectif du personnel sera adapté en fonction de cette extension.

Depuis le 1^{er} décembre, 70,25 équivalents temps plein y sont actifs. Le nombre de places passera de 30 à 40 au mois de janvier. Une concertation sera organisée à ce sujet.

L'incident est clos.

04 Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "la procédure de récusation du juge d'instruction M. De Troy dans le cadre de l'instruction judiciaire 'Calice' (n° 1319)

04.01 Renaat Landuyt (sp.a): Fin octobre, on a appris qu'une procédure en récusation avait été introduite à l'encontre du juge d'instruction De Troy.

Est-il exact que le procureur général n'a encore entrepris aucune démarche pour poursuivre cette procédure? En conséquence, l'enquête sur les abus sexuels au sein de l'église est bloquée. Cela correspond-il bien à l'esprit de la loi? Quand le procureur général prévoit-il d'examiner la demande en récusation?

04.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La requête en récusation a été déposée le 20 octobre 2010 au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles et a été transmise au procureur général le 22 octobre.

Deux procédures doivent être menées: la procédure dont devait être saisie la chambre des mises en accusation après les arrêts de la Cour de cassation et la procédure en récusation. Le greffe du tribunal de première instance de Bruxelles doit d'abord pouvoir établir une liste des parties à convoquer dans le cadre de la procédure en récusation. Le procureur général a fait transmettre quatorze copies conformes de l'ensemble du dossier. À la demande de ce dernier, le procureur du Roi de Bruxelles a requis la désignation d'un suppléant pour le juge d'instruction récusé.

Ce magistrat a été désigné le 29 novembre 2010 pour remplacer M. De Troy pour effectuer des devoirs d'enquête.

Le délai qui est fixé par l'article 838 du Code judiciaire commence à courir à partir de la date de la fixation de l'audience.

Le procureur général étudie le dossier d'instruction. D'après son rapport du 30 novembre 2010, une conclusion sera formulée très prochainement concernant la procédure de récusation.

04.03 Renaat Landuyt (sp.a): Votre réponse montre bien la position du parquet général. Apparemment, il faut moins de temps pour lire le dossier et en demander la nullité que pour lire le dossier et convoquer les parties civiles – qui ne sont jamais convoquées autrement. Cette réponse n'est pas sérieuse.

L'incident est clos.

05 Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "le manque aigu de personnel à la justice de paix du premier canton de Hasselt" (n° 1454)

05.01 Bert Schoofs (VB): Le juge de paix et le greffier principal du premier canton de Hasselt se plaignent de la pénurie de personnel à l'administration du greffe. Un seul collaborateur sur les quatre est actuellement disponible, et bénéficie par ailleurs d'un régime de quatre cinquièmes. Les trois autres sont en congé de maladie.

Quelles mesures le ministre de la Justice peut-il prendre pour remédier à cette situation?

05.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le principe de la prudence budgétaire restera de mise et aucune nouvelle initiative ne pourra être prise tant que le gouvernement sera en affaires courantes. Nous ne pouvons dépasser le cadre légal actuel. Une circulaire du 23 décembre 2009 impose par ailleurs des mesures d'économie en ce qui concerne les crédits de personnel et exclut toute nouvelle initiative. Mon administration doit respecter les limites légales et budgétaires actuelles.

Le cadre légal du greffe de la justice de paix du premier canton de Hasselt s'élève à sept personnes, dont quatre greffiers et trois membres du personnel administratif. Étant donné que deux membres du personnel administratif ont opté pour une semaine de quatre jours, un poste contractuel à mi-temps a été attribué au service. Un emploi est actuellement vacant. De plus, deux personnes sont en congé de maladie et seront remplacées grâce à l'engagement d'un collaborateur contractuel.

La procédure destinée à pourvoir l'emploi vacant a été entamée. Le cadre de la justice de paix sera donc bientôt à nouveau complet.

05.03 Bert Schoofs (VB): Le problème est résolu en partie mais l'on a aussi l'impression que le

gouvernement prend prétexte des affaires courantes pour faire des économies. Aujourd'hui, le cadre du personnel est complété par le recours à des collaborateurs contractuels. J'irai contrôler sur place. La justice de paix doit fonctionner au maximum de sa capacité et ne doit pas se servir abusivement d'absences pour cause de maladie pour faire des économies.

05.04 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): M. Schoofs s'est livré à une interprétation erronée de ma réponse. Les places vacantes seront bel et bien conférées. La seule chose que le ministre dit, c'est qu'en période d'affaires courantes, il ne peut être procédé à une extension de cadre.

05.05 Bert Schoofs (VB): Mais personne n'est demandeur d'une extension de cadre. Si les emplois vacants sont pourvus, il n'y a pas de problème. J'ajouterai les heures de travail et contrôlerai si effectivement un personnel suffisant est recruté.

05.06 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Ce ne sera pas une sinécure!

L'incident est clos.

06 Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur "les erreurs de procédure commises lors de l'arrestation de personnes suspectées d'activités terroristes à Bruxelles" (n° 1462)

06.01 Peter Logghe (VB): Le 4 décembre dernier, la chambre du conseil de Bruxelles a décidé de libérer deux hommes suspectés de terrorisme parce que leur mandat d'arrêt n'avait pas été rédigé valablement. Le parquet fédéral a toutefois interjeté appel de cette décision de remise en liberté.

Est-il exact que la chambre du conseil a décidé de libérer ces suspects en raison d'un vice de procédure? Ce vice de procédure est-il plus important que la sécurité de nos concitoyens? Les intéressés se trouvent-ils toujours en état d'arrestation? Quand comparaîtront-ils devant la chambre des mises en accusation? Le ministre peut-il faire usage de son droit d'injonction positive? Il s'agit en effet d'une décision qui concerne la sécurité du pays.

06.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le parquet fédéral signale que le 3 décembre 2010, la chambre du conseil a remis en liberté les deux personnes arrêtées le 23 novembre 2010 dans le cadre d'une enquête sur le terrorisme à Bruxelles parce que leur mandat d'arrêt était insuffisamment motivé. Le parquet fédéral a interjeté appel le 6 décembre 2010. Dès lors, les suspects ont été maintenus en détention préventive. La chambre des mises en accusation de Bruxelles examinera le dossier dans le courant de la semaine prochaine.

06.03 Peter Logghe (VB): La question politique est de savoir si une erreur de procédure peut avoir le même poids que les risques en matière de sécurité pour les citoyens de ce pays, dans la mesure où il existe un danger manifeste d'évasion et de collusion.

06.04 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Il s'agit en l'occurrence d'une enquête en cours. Il a été répondu explicitement à toutes les questions auxquelles le ministre peut répondre.

L'incident est clos.

07 Question de M. Siegfried Bracke au ministre de la Justice sur "le désencombrement des archives de la Sûreté de l'État" (n° 1040)

07.01 Siegfried Bracke (N-VA): Dans une interview parue récemment dans le magazine *Knack*, M. Karel Velle, archiviste du Royaume, a déclaré qu'il souhaitait transférer une partie des archives de la Sûreté de l'État aux Archives du Royaume, où elles pourront être consultées à des fins de recherche historique. Bizarrement, aucune pièce de la Sûreté de l'État postérieure à 1945 n'a toutefois été transférée à ce jour.

M. Winants, le patron de la Sûreté de l'État, estime en effet que ses archives sont encore actives bien que la période de la Guerre froide, par exemple, date d'il y a 20 ans déjà. Il ajoute par ailleurs que lorsqu'un document est classé ultra-confidentiel, il le reste définitivement.

En 2005, il avait été convenu avec le patron de la Sûreté de l'État de l'époque, M. Dassen, d'examiner quelles pièces pouvaient être transmises aux Archives du Royaume mais M. Winants n'en est manifestement pas informé.

D'après moi, ce ne sont pas les fonctionnaires mais bien le gouvernement et le Parlement qui doivent veiller à la transparence.

Le ministre estime-t-il qu'une classification peut être définitive? Est-ce conciliable avec la modification de loi de 2009 en vertu de laquelle les archives des autorités doivent être déposées aux Archives du Royaume après 30 ans? Peut-il prendre lui-même des dispositions à ce sujet ou estime-t-il qu'une initiative parlementaire est plus indiquée?

07.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La Sûreté de l'État a toujours respecté la législation sur les archives de 1955. La législation adaptée n'est toujours pas intégralement d'application, dans l'attente d'un troisième arrêté d'exécution. Les délais de dépôt seront ramenés de 100 à 30 ans, avec une période transitoire de 10 ans.

La Sûreté de l'État ne s'est jamais opposée à la mise à disposition de matériel d'archives sous certaines conditions. Malheureusement, les experts-historiens n'ont pas toujours respecté ces conditions, ce qui n'est toutefois pas le problème de la Sûreté de l'État. Elle a collaboré à des reportages télévisés dans la mesure de ses possibilités et dans l'espoir qu'il s'agisse de dossiers juridiques clôturés et que les intéressés directs aient marqué leur accord.

En outre, la Sûreté de l'État ne dispose que dans une mesure limitée d'un personnel apte à satisfaire une demande importante. De plus, elle a l'obligation légale de protéger à la fois la source, l'informateur humain, son agent et les personnes citées dans des documents.

La protection de la source est très importante quand il s'agit de glaner des renseignements, notamment dans des affaires d'espionnage et de terrorisme. Les informations fournies par des services de renseignements étrangers demeurent la propriété de ces services.

Étant donné que la Sûreté de l'État travaille sur la base de dossiers intégrés, il est vraisemblable que tous les dossiers contiennent également des documents provenant des autorités judiciaires, des postes diplomatiques belges, de services étrangers, de l'OTAN, de l'Union européenne, etc. Chaque service, chaque pays a ses propres périodes de classification.

En ce qui concerne les archives vivantes et mortes, M. Bracke semble considérer que la Guerre froide n'aurait plus aucune répercussion pour les services de renseignements parce qu'elle s'est terminée il y a 20 ans. Toutefois, quantité d'organisations et de groupuscules terroristes nationalistes ont leur origine dans les traités qui ont mis fin à la Première Guerre mondiale.

Grâce à ses archives, la Sûreté de l'État peut aujourd'hui retrouver la trace d'anciens espions parmi le corps diplomatique. Pas plus tard que cette année, des visiteurs se sont vu refuser l'accès à des institutions internationales après avoir été identifiés sur la base de vieux dossiers de la Sûreté de l'État. Enfin, les informations de ce genre peuvent être utiles à des services de renseignements de pays d'Europe centrale et de l'Est.

La publicité de ces archives ne va donc pas de soi. Des archives qui, pour certains, semblent revêtir un intérêt purement historique ont encore une très grande pertinence pour un service de renseignements. Par conséquent, elles doivent faire l'objet d'une approche nuancée.

07.03 Siegfried Bracke (N-VA): Je comprends que des arguments pertinents plaident pour la protection d'un certain nombre de choses bien que des motifs invoqués paraissent assez gratuits. Je continue à me demander pourquoi un accord a pu être conclu entre les Archives de l'État et la Sûreté de l'État – dans le respect bien entendu des normes citées – à l'époque où M. Dassen était le patron de la Sûreté mais pas sous M. Winants. C'est presque un plaidoyer pour une version belge de WikiLeaks, ce que personne n'appelle cependant de ses vœux.

07.04 **Carl Devlies**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Sur la base des pièces que j'ai reçues, je crois pouvoir dire qu'il y a bien eu une continuité à la Sûreté de l'État. Toutefois, je suis ouvert à une discussion ultérieure sur la base de nouveaux éléments.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **M. Raf Terwingen** au ministre de la Justice sur "**les directives du barreau de Bruxelles en matière de class actions**" (n° 1341)

- **Mme Sophie De Wit** au ministre de la Justice sur "**les class actions**" (n° 1407)

08.01 **Raf Terwingen** (CD&V): L'annonce faite par Me Van Steenbrugge en commission Abus sexuels dans le cadre d'une relation d'autorité qu'une *class action*, c'est-à-dire une action commune, est tout à fait envisageable par le biais d'une prise de contact avec le barreau de Bruxelles, a surpris les commissaires. Le barreau aurait reçu certaines consignes à cette fin.

Quelle est la teneur de ces consignes? Comment des avocats peuvent-ils se baser sur ces consignes qui ont manifestement été décrétées par le barreau de Bruxelles?

08.02 **Sophie De Wit** (N-VA): Il semblerait que dans l'arrondissement de Bruxelles, une sorte de précédent ait déjà été créé pour ces *class actions*. À l'échelon européen, un Livre vert destiné à faire entrer les *class actions* dans les mœurs judiciaires a été rédigé en 2009.

Quelle est la situation à l'échelon européen? D'autres pays ont-ils instauré entre-temps un système de *class actions*?

08.03 **Carl Devlies**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Dans l'état actuel des choses, la législation belge ne permet pas d'engager des *class actions*.

À l'échelon européen, il y a non seulement le Livre vert consacré à la possibilité offerte aux consommateurs d'introduire un recours collectif mais aussi le Livre blanc consacré aux demandes d'indemnisation fondées sur une violation des règles européennes en matière de concurrence.

De nouvelles consultations ont eu lieu mais nous ne savons toujours pas quelle suite y réservera la Commission européenne. Il n'entre toutefois pas dans l'intention de celle-ci de définir le déroulement précis d'une procédure collective. Un consensus selon lequel les États membres doivent eux-mêmes définir ce déroulement s'est provisoirement dégagé. La raison en est qu'une procédure d'indemnisation collective a, par définition, partie liée avec le code de procédure pénale des États membres. Élaborer en cette matière des règles uniformes n'est dès lors pas chose aisée.

Treize pays auraient déjà adopté l'une ou l'autre forme de procédure collective. Le débat consacré à l'instauration et aux modalités d'une action collective battait son plein au sein du gouvernement. Les avis du Conseil supérieur de la Justice et du Conseil de la Consommation étaient attendus. Ces avis datent respectivement du 16 avril 2009 et du 29 avril 2010. Des textes en projet existaient mais le débat a été avorté en raison de l'évolution de la situation politique dans notre pays.

Les directives de l'Ordre néerlandophone des Avocats auprès du barreau de Bruxelles reviennent à dire qu'un avocat accrédité par le Conseil de l'Ordre pour plaider dans le cadre d'actions collectives peut bénéficier, sous certaines conditions, d'assouplissements déontologiques, en particulier sur le plan de la publicité et des honoraires.

Il n'appartient pas au ministre de la Justice d'interpréter ces règles déontologiques ou de les évaluer.

08.04 **Raf Terwingen** (CD&V): Ce que certains avocats ont présenté dans les médias comme des *class actions* sont en quelque sorte un ensemble d'actions en justice d'une série de clients recrutés ici et là dans le pays. Il s'agit de règles déontologiques. L'avantage, pour le justiciable, c'est qu'il sait qu'il devra peut-être payer moins d'honoraires. Cependant, il ne faudrait pas créer l'illusion qu'il s'ensuivra aussi une amélioration

sur le plan du contenu.

08.05 Sophie De Wit (N-VA): Je rejoins M. Terwingen. Il s'agit de ne pas induire les citoyens en erreur. Pourrions-nous recevoir les avis?

08.06 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Nous allons vérifier cela.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "la tenue des registres de population en ce qui concerne la transcription correcte du nom" (n° 1240)

09.01 Sonja Becq (CD&V): Les consignes du SPF Intérieur concernant la tenue des registres de la population et la transcription correcte des noms et prénoms posent problème. À l'étranger, les données figurant sur le passeport et sur l'acte de naissance ne sont pas toujours équivalentes, ce qui pose toutes sortes de problèmes pour les personnes qui tentent de se faire inscrire ou de se marier dans notre pays.

En Belgique, on utilise l'acte de naissance pour les étrangers nés en Belgique, alors que pour ceux nés à l'étranger on utilise le nom de famille et les prénoms figurant sur la carte d'identité nationale ou le passeport. Si toutefois cet étranger devient belge, il est inscrit sur la base de l'acte de naissance. Cette procédure engendre de nombreuses erreurs.

Quel est le fondement de cette distinction? Une concertation a-t-elle eu lieu avec la Vlaamse Vereniging voor Steden en Gemeenten, la Vlaamse Vereniging voor Ambtenaren en Beambten van de Burgerlijke Stand (VLAVABBS) et le SPF Intérieur et Justice à propos de ces consignes? Cette distinction n'aboutira-t-elle pas à une insécurité juridique et n'engendrera-t-elle pas encore davantage de problèmes en matière d'identification?

Quelle transcription du nom doit être utilisée lorsqu'un étranger né à l'étranger souhaite se marier en Belgique et qu'il existe une différence entre l'acte de naissance et la carte d'identité nationale? Ce problème se présente-t-il fréquemment?

09.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Ce problème est connu depuis longtemps et à la suite de nouvelles instructions du SPF Intérieur, a de nouveau été signalé par la VLAVABBS qui constate qu'il y a régulièrement des contradictions entre les passeports et les actes de naissance d'étrangers. Ce problème se révèle généralement dans des dossiers de mariage et dans une moindre mesure dans des dossiers de nationalité ou si l'intéressé demande lui-même une adaptation.

Le SPF Intérieur ne s'est concerté ni avec le SPF Justice ni avec la VLAVABBS en ce qui concerne ces nouvelles instructions. Je constate qu'il a été convenu de ne pas tenir compte des actes de naissance émis à l'étranger pour les étrangers. Cette problématique est complexe et il faut également tenir compte du droit privé international.

L'article 64 du Code civil stipule quels documents doivent être présentés au moment de la déclaration de mariage. Le fonctionnaire de l'état civil se basera en principe sur l'acte de naissance mais il vérifiera également si celui-ci peut être reconnu par l'ensemble des autorités belges sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à certaines procédures. Le Code de droit international privé dispose que la fixation du nom d'une personne relève du droit de l'État dont cette personne a la nationalité.

Le changement de nom ou de prénoms est fixé par la législation du pays dont l'intéressé a la nationalité au moment du changement de nationalité. De même, si le document d'identité porte un nom différent du nom indiqué sur l'acte de naissance, l'officier de l'état civil mènera une enquête pour déterminer le nom porté par l'intéressé conformément au droit applicable. Le changement de nom peut aussi s'être produit à l'étranger. On peut aussi procéder à une telle enquête lorsqu'un étranger né à l'étranger veut se marier en Belgique et que son acte de naissance et son document d'identité national ne coïncident pas.

Une concertation avec le ministre de l'Intérieur est indispensable en la matière. Les données des registres de la population doivent être exactes et correspondre aux actes de l'état civil, dans l'intérêt de la sécurité juridique et du projet de transfert automatique des actes de l'état civil vers les registres de la population.

09.03 Sonja Becq (CD&V): Le secrétaire d'État a dit qu'il n'y a pas eu de concertation avec la Justice. La ministre Turtelboom l'a aussi admis indirectement. Toutefois, elle a précisé que des réunions d'évaluation sont prévues début 2011 avec la VVSG, l'Office des Étrangers et le SPF Justice.

Dans certaines situations concrètes, des personnes qui tentent de s'inscrire sont sans cesse renvoyées d'une administration à l'autre. Il faut développer une solution qui ne requiert pas toute une succession de corrections.

09.04 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): C'est exact, et votre question contribuera à cette solution.

L'incident est clos.

10 Question de M. Koenraad Degroote au ministre de la Justice sur "les seuils de tolérance en ce qui concerne les excès de vitesse" (n° 1352)

10.01 Koenraad Degroote (N-VA): La politique en matière de poursuites doit se concentrer sur les auteurs des accidents. Dans certaines zones, on exagère en envoyant un courrier aux conducteurs qui ont roulé à 51 km/h dans des zones où la vitesse est limitée à 50 km/h, ce qui est très perturbant pour les citoyens.

Serait-il possible d'instaurer un seuil de tolérance identique dans l'ensemble du pays? Le seuil de tolérance peut-il être relevé simultanément dans toutes les zones? On pourrait ainsi décharger les parquets, se concentrer sur les vrais chauffards et lutter contre un sentiment d'impunité.

Où en est-on en matière de non-poursuite? Que pense le ministre de la situation susmentionnée? Quelles mesures peut-il et veut-il prendre pour remédier au problème?

10.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): J'ai déjà répondu à des questions similaires de M. Geerts lors de la commission du 20 octobre.

Tout ce que je puis dire, c'est qu'à la suite des questions concernant le Réseau d'expertise "sécurité routière" du Collège des procureurs généraux, une réflexion a été lancée. Le Conseil des procureurs a mandaté le procureur du Roi d'Anvers pour participer au Réseau d'expertise. Nous devons à présent attendre les recommandations du groupe de travail.

10.03 Koenraad Degroote (N-VA): J'espère que cela débouchera sur plus d'efficacité.

L'incident est clos.

11 Questions jointes de

- **Mme Kattrin Jadin** au ministre de la Justice sur "la corruption en Belgique" (n° 1364)

- **Mme Sophie De Wit** au ministre de la Justice sur "la lutte contre la fraude et la corruption" (n° 1444)

- **M. Bert Schoofs** au ministre de la Justice sur "le manque d'efficacité dans la lutte contre la corruption" (n° 1453)

11.01 Kattrin Jadin (MR): Chaque année, Transparency International publie son rapport sur la corruption dans le monde. La Belgique conserve sa place de l'an dernier, en 22^e position sur 178 pays.

L'évaluation des pertes de deniers publics liés à la corruption n'a jamais été faite au niveau belge. Néanmoins, les services responsables, comme l'Office central pour la répression de la corruption ou le parquet de Bruxelles, font énormément d'efforts. Cependant, on ne leur donne pas encore assez de moyens.

Quelles mesures permettraient un changement de la donne? Peut-on chiffrer la perte financière due à la corruption en Belgique?

11.02 Sophie De Wit (N-VA): Récemment encore, 35 suspects inquiétés dans le cadre d'une affaire de fraude à grande échelle liée à une société informatique ont bénéficié de la prescription des faits. Ce n'est hélas pas la première fois qu'une telle situation se produit. Le classement des pays en matière de corruption, publié récemment, montre que la Belgique a encore reculé d'un échelon, occupant la 22^e place. Cette évolution s'explique notamment, selon les auteurs de l'étude, par la mauvaise volonté affichée par la classe politique en matière de lutte contre la corruption.

Comment le ministre explique-t-il le grand nombre de cas de prescription de dossiers de fraude? Comment rendre plus efficace la procédure de lutte contre la fraude? Quelles mesures le ministre peut-il prendre à cet effet en période d'affaires courantes? Comment évalue-t-il le mauvais résultat obtenu par la Belgique? Quel est le montant du manque à gagner subi par l'État à la suite de faits de fraude et de corruption?

11.03 Bert Schoofs (VB): Il a déjà été fait référence au rapport établi par Transparency International. La police fédérale affirme également qu'elle est favorable à la création d'un point de contact national ainsi qu'à la protection des informateurs, un principe déjà appliqué en Flandre. Il semble que l'Office central pour la répression de la corruption (OCRC) manque de personnel, de compétences et de moyens.

Quelles conclusions le ministre tire-t-il du rapport de Transparency International? Estime-t-il que l'OCRC a intérêt à ressortir entièrement à la Justice? Un point de contact national doit-il voir le jour? Le gouvernement est-il favorable à l'octroi à l'OCRC d'une compétence permettant à ce dernier d'établir des rapports sur les services dans lesquels des fonctionnaires sont impliqués dans une enquête? Qu'en est-il de la protection des informateurs?

11.04 Carl Devlies, secrétaire d'État (en néerlandais): Depuis une dizaine d'années, la Belgique a pris d'innombrables mesures afin de lutter contre la corruption. La stabilité de notre score (7,1 sur 10) au *Corruption Perceptions Index* de Transparency International ne renvoie en aucun cas à une situation préoccupante. Doté depuis 100 ans d'un service anti-corruption, notre pays mérite sans conteste d'être considéré comme un pionnier de la lutte contre la corruption.

(En français) Depuis 1999, la loi pénale belge sanctionne tant la corruption publique que privée. À la suite d'une évaluation par un groupe de travail de l'OCDE, cette législation a encore été renforcée en 2007.

D'autres initiatives contribuent également à la lutte contre la corruption: la responsabilité pénale des personnes morales, les méthodes particulières de recherche, la création d'un organe central pour la saisie et la confiscation et le récent élargissement de la législation.

Nombre de mesures sont aussi à relever dans la réforme de la fonction publique fédérale, dont la création d'un Comité d'audit de l'administration et du Bureau d'éthique et de déontologie administrative. Un cadre déontologique a aussi été instauré en août 2007 pour les fonctionnaires fédéraux.

Des efforts non négligeables sont, enfin, déployés par la police judiciaire et la magistrature (parquet fédéral et Collège des procureurs généraux).

Dès lors, des pratiques de corruption sont de plus en plus dévoilées. Le rapport annuel de l'Office central pour la répression de la corruption indique que tous les dossiers introduits ont fait l'objet d'une investigation.

(En néerlandais) De nombreuses mesures ont également été prises en ce qui concerne le secteur privé. Sous la précédente législature, des initiatives ont été prises contre de nouvelles formes de corruption, comme la création d'un point de contact au sein de la police fédérale à la suite de plusieurs affaires de corruption dans le football. En outre, pour sensibiliser le secteur privé, une brochure d'information sur la corruption dans le monde des entreprises a récemment été rédigée.

Les codes en matière de gouvernance d'entreprise et de bonnes pratiques d'entrepreneuriat s'appliquent à toutes les entreprises, qu'elles soient cotées en bourse ou non. Ces codes sont de plus en plus stricts et favorisent le cadre de valeurs et la conscience déontologiques au sein des entreprises.

À mon sens, le message de Transparency International n'est pas de dire que la Belgique est une mauvaise élève, mais qu'il subsiste une grande marge en termes d'amélioration et de renforcement de la politique. C'est pourquoi la lutte contre la corruption a été inscrite dans l'actuel plan national de sécurité en tant que priorité stratégique majeure. Le *Corruption Perceptions Index* de Transparency International est basé sur les résultats d'une enquête menée auprès d'experts sur la mesure dans laquelle les ménages sont confrontés à la corruption. Le classement constitue donc le reflet d'une perception. L'évaluation des dommages financiers causés par la corruption en Belgique nécessite une définition claire de la notion de corruption, qui peut légalement s'interpréter au sens étroit ou au sens large.

Dans le cadre de l'Image policière nationale de sécurité 2011, il a été tenté de calculer le préjudice financier résultant de la corruption. Un calcul minimal effectué sur la base des dossiers constitués par les services de police, calcul tenant compte des cas de corruption dits *street level*, a permis de chiffrer le préjudice direct à 3 465 000 euros. Lors d'un second calcul, les chiffres en matière de préjudice causé par la corruption tels que fournis par la Banque Mondiale ont été appliqués au cas de la Belgique sur la base de son nombre d'habitants, ce qui a donné pour notre pays un préjudice de 400 millions d'euros. Toutefois, l'on ne sait pas très bien si la Banque Mondiale a établi une distinction entre préjudice direct et préjudice indirect. De plus, ce calcul ne tient pas compte non plus d'éventuelles disparités régionales.

La méthodologie employée par l'Image policière nationale de sécurité permet d'estimer valablement, sur la base de l'incidence, de la fréquence et du risque des phénomènes de sécurité, l'importance de certains problèmes criminels auxquels est confrontée notre société. Faire une estimation des pertes financières totales dues à la fraude n'est pas chose aisée. Sur la base d'un pourcentage estimé de l'économie belge qui est réalisée grâce à des activités sensibles à la fraude et du pourcentage estimé de prélèvements perdus de charges sociales et fiscales, il a été calculé que l'État belge subit un manque à gagner de 6,4 milliards d'euros.

La mise à disposition de personnel et de moyens matériels de la police est de la compétence de ma collègue de l'Intérieur.

De nombreux membres du personnel de la police judiciaire fédérale vont effectivement partir à la retraite et les recrutements prévus ne compenseront pas entièrement ces départs. Cela vaut aussi pour l'Office central pour la répression de la corruption. J'ai d'ailleurs demandé au directeur général de la police judiciaire fédérale, M. Paul Van Thielen, de formuler un avis sur la capacité en personnel disponible pour des enquêtes sur des délits économiques et financiers. Il semble qu'il ne soit pas favorable à l'idée d'augmenter la part de la capacité de recherche axée sur la lutte contre la criminalité économique et financière par rapport à celle qui est vouée à d'autres phénomènes prioritaires, mais il souligne aussi qu'il s'agit en l'occurrence de choix politiques. J'ai transmis cet avis au Collège des procureurs généraux.

Ces questions relatives au personnel ont été l'objet d'une étude visant à améliorer les réponses apportées aux problèmes et aux défis. Sur cette base, des choix politiques fondamentaux devront être opérés et traduits dans le prochain accord de gouvernement. Une initiative parlementaire a été prise sous la précédente législature pour octroyer une protection légale aux fonctionnaires qui signalent des irrégularités. À mon estime, il s'indique de reprendre cette proposition de loi.

Vu la complexité du problème de la fraude, une approche holistique est nécessaire. Outre une répartition optimale de la capacité disponible, elle devrait également assurer une bonne coordination des efforts fournis par les divers acteurs et intensifier ces efforts afin d'obtenir un effet dissuasif maximal. Un maximum de prescriptions pourront être évitées par une gestion efficace des procédures et une spécialisation des enquêtes financières.

Un gouvernement en affaires courantes n'est pas habilité à mettre en œuvre de nouvelles initiatives politiques, d'où la nécessité de mettre en place dans les meilleurs délais un nouveau gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences. Dans l'intervalle, le Parlement peut utiliser son droit d'initiative législative pour adapter certaines procédures.

Pendant la précédente législature, une commission spécialisée a examiné la fraude fiscale organisée, et plus particulièrement la prescription de dossiers judiciaires importants. Le rapport de cette commission a été mis en œuvre et plusieurs points ont déjà été réalisés.

Une distinction nette est opérée entre les traitements administratif et pénal des infractions fiscales.

La commission des Finances s'est réunie ce matin pour convenir de la suite à donner aux avis de la commission d'enquête. J'avais personnellement demandé à la commission d'être entendu sur les propositions relatives à la règle *una via*. La commission a décidé de se concerter d'abord sur une commission commune Finances-Justice.

11.05 Kattrin Jadin (MR): Il existe énormément d'instruments mais, au vu du *ranking* international, on pourrait penser que les différentes mesures ne sont pas assez efficaces. Chiffrer l'impact de la corruption, administrative ou issue du milieu privé en Belgique, est difficile.

La volonté est là et des propositions ont déjà été formulées. Je ne manquerai pas de vous ré-interroger au besoin.

11.06 Sophie De Wit (N-VA): De nombreuses initiatives ont déjà été prises, mais n'ont jusqu'à présent que peu d'effet dans la pratique. J'attends avec impatience que la commission commune entame ses travaux.

11.07 Bert Schoofs (VB): Toute une série de mesures sont en préparation. La non-progression de la Belgique dans le classement est considérée sans plus comme "un problème de perception". Des affaires telles que celles d'ATC et de KB Lux sont tout de même révélatrices de dysfonctionnements de notre système.

11.08 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Les travaux de la commission mixte Justice-Finances mettront en évidence que le gouvernement sortant a réalisé d'importants progrès dans la lutte contre la fraude. Si le Parlement adopte une réglementation relative aux informateurs, nous pourrions progresser de manière spectaculaire sur l'indice de corruption. Pour l'instant, nous piétons dans le classement à cause de l'absence d'une telle réglementation.

L'incident est clos.

12 Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Justice sur "la validité des amendes infligées en vertu d'accords entre le procureur général, le parquet et le tribunal de police" (n° 1372)

12.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Le mois dernier, le ministre flamand de la Mobilité a annoncé un système de contrôle de trajet. À Gentbrugge, ce système serait déjà utilisé dans la pratique, mais les infractions ne peuvent être verbalisées faute d'arrêté royal.

Cet arrêté royal devait être publié dans l'intervalle. Dans la zone de police de Turnhout, on aurait en tout cas verbalisé parce que le commissaire estime ne pas devoir attendre l'arrêté royal parce qu'il travaille en concertation avec le procureur général et le tribunal de police.

Quand l'arrêté royal a-t-il été publié? Les amendes infligées avant sa publication sont-elles légales?

12.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): L'arrêté royal du 12 octobre 2010 relatif à l'approbation, à l'étalonnage et à l'installation des instruments de mesure utilisés en vue de l'application de la loi relative à la police de la circulation routière et des arrêtés pris en exécution de celle-ci a été publié au *Moniteur belge* du 25 octobre 2010.

Le parquet général d'Anvers me signale que tout cela a été fait avec l'accord du procureur du Roi de Turnhout, mais sans que le procureur général en ait été informé. Les constatations ont donc été faites en dehors du cadre de l'arrêté royal précité.

12.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Je suppose que cela ne fera qu'augmenter la charge de travail du tribunal de police de Turnhout.

L'incident est clos.

13 Question de Mme Özlem Özen au ministre de la Justice sur "l'extension du système JustScan" (n° 1387)

13.01 Özlem Özen (PS): Le 19 novembre, le gouvernement a approuvé l'extension du système JustScan de scannage des dossiers pénaux à l'ensemble du pays et la centralisation des infrastructures hébergeant l'application.

Quand le ministre signera-t-il les offres y relatives? Comment les autorités judiciaires seront-elles associées aux décisions relatives au déploiement et à l'établissement des priorités? Comment le ministre pense-t-il intégrer ce projet au plan d'ensemble d'informatisation de la Justice, afin d'éviter les doubles encodages? Quelles mesures prendra-t-il pour la formation, l'accompagnement et la mise en œuvre du projet?

13.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en français*): Le ministre a signé l'offre. L'administration a été chargée de développer un modèle de collaboration en concertation avec l'ordre judiciaire, dont la collaboration maximale a été demandée. Des décisions pourront, je l'espère, être prises pour la fin de l'année: le roll-out et les possibilités techniques s'inscrivant dans le cadre de ce projet seront définis en concertation entre l'ordre judiciaire et le SPF.

Cette collaboration, dont le manque explique pourquoi certaines réalisations dans le domaine de l'ICT n'ont pas toujours été une réussite, sera un tournant important dans l'établissement stratégique des priorités et dans la mise en œuvre de l'informatisation de l'ordre judiciaire.

JustScan est un élément majeur dans la vision d'ensemble devant mener à des procédures et des dossiers électroniques. Éviter les doubles encodages est un défi auquel on s'attelle.

Trop souvent les projets ICT ont été pris isolément, alors qu'ils ne constituent que des volets d'un défi plus important, et des infrastructures mises en place n'ont pas été utilisées par défaut de communication, de formation ou d'accompagnement du changement. Tous les nouveaux projets sont désormais abordés comme des projets intégraux incluant ces diverses dimensions.

Nous mettons tout en œuvre pour encourager l'informatisation, ce qui n'est pas facile en période d'affaires courantes. Le ministre est prêt à en faire un état des lieux en janvier.

13.03 Özlem Özen (PS): Je remercie le ministre d'avoir signé l'offre, ce qui aura des conséquences importantes dans la pratique et pour un développement durable. Une collaboration de tous les acteurs du monde judiciaire sera nécessaire.

L'incident est clos.

14 Question de Mme Özlem Özen au ministre de la Justice sur "la prison de Tilburg" (n° 1388)

14.01 Özlem Özen (PS): La Ligue des droits de l'homme dénonce la location, annoncée par le ministre, de 150 cellules supplémentaires dans la prison de Tilburg, que la Ligue considère comme une emplate sur une jambe de bois.

Dans ses observations du 22 octobre 2010, le Comité des droits de l'homme de l'ONU se disait préoccupé par les conditions de détention dans les prisons belges, en particulier par la surpopulation carcérale et la vétusté des bâtiments. Le Comité estimait que la Belgique devait prendre toutes les mesures nécessaires afin d'améliorer les conditions de détention, à savoir construire de nouveaux établissements, recourir plus souvent aux peines alternatives, à la surveillance électronique et aux libérations conditionnelles. La Belgique devait également accélérer l'entrée en vigueur des dispositions de la loi Dupont relative au droit de plainte des détenus.

Les experts sont unanimes pour dire qu'afin de lutter contre la surpopulation carcérale, il faut travailler sur les politiques pénales et non sur le parc carcéral. Des études menées à l'étranger démontrent qu'un accroissement de la capacité carcérale entraîne une tendance à l'expansion.

Une évaluation des mesures concernant Tilburg a-t-elle été réalisée avant de décider d'une extension?

14.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en français*): Le 8 juillet 2010, les responsables belges et néerlandais de l'établissement de Tilburg ont recouru à une première évaluation provisoire du projet. Sous réserve d'une série d'objections relatives à la qualité du pain livré, aucun problème insurmontable n'a été constaté.

La proposition que j'ai soumise au Conseil des ministres du 3 décembre est déjà prévue par le traité que la Belgique et les Pays-Bas ont signé. La location de cellules à Tilburg est une solution temporaire pour diminuer la pression de la surpopulation, dans l'attente des établissements prévus par le *masterplan*.

La situation risquerait de devenir ingérable sans la capacité temporaire qu'offre Tilburg.

Le Conseil des ministres a approuvé ma note sur la problématique générale relative à l'exécution des peines et à la surpopulation. Des mesures conservatoires urgentes sont nécessaires pour faire face à la surpopulation.

14.03 Özlem Özen (PS): Il faut vraiment que l'on développe une vision globale du système répressif en Belgique. On ne peut continuer à louer des cellules dans d'autres pays.

Pourriez-vous nous transmettre l'ensemble des données de l'évaluation, de manière à ce que nous puissions en débattre au sein de la commission?

14.04 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en français*): Vos remarques s'inscrivaient dans un cadre plus général.

Je vais me renseigner pour voir s'il est possible de vous procurer le document.

L'incident est clos.

15 Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "le régime carcéral à Louvain" (n° 1408)

15.01 Sophie De Wit (N-VA): Le directeur de la prison de Louvain a reçu le prix de la citoyenneté octroyé par la Fondation P&V pour son action en faveur de la réinsertion des détenus.

Comment le ministre juge-t-il le climat à la prison de Louvain? Envisage-t-il de prendre des mesures pour faire admettre la politique des cellules ouvertes dans d'autres prisons aussi?

15.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Qu'il me soit permis de féliciter le directeur de la prison de Louvain et son équipe pour avoir remporté le prix P&V.

L'article 9 de la loi de principes du 12 janvier 2005 dispose que l'exécution de la peine privative de liberté est axée sur la réparation du tort causé aux victimes, sur la réhabilitation du condamné et sur sa réinsertion dans la société. L'exécution de la peine doit limiter les effets préjudiciables et se dérouler en sécurité.

Chaque prison a sa propre tradition et ses possibilités. Les principes sont identiques partout mais leur mise en pratique est fonction de nombreux facteurs, comme le type de prison, les infrastructures, la dimension ou la surpopulation. La prison de Louvain accueille surtout des détenus de longue durée. Sa population est donc relativement stable. Il n'est pas possible de reproduire tout simplement dans d'autres prisons la politique des cellules ouvertes. Celle-ci ne convient d'ailleurs pas à tous les détenus.

L'incident est clos.

16 Question de M. Koenraad Degroote au ministre de la Justice sur "l'interprétation de la notion d'affaires courantes et la différence entre deux arrêtés royaux" (n° 1411)

16.01 Koenraad Degroote (N-VA): On attend d'un gouvernement en affaires courantes qu'il ne modifie pas la politique de manière fondamentale ou qu'il n'en change pas l'orientation. À cet égard, je me pose de nombreuses questions au sujet de l'arrêté royal du 26 août 2010 relatif au regroupement familial. Il me semble qu'on peut y entrevoir une nouvelle orientation politique importante.

Je suis toutefois étonné que la signature de l'arrêté royal relatif à la numérisation des données du fichier central des avis de saisie – qui est antérieur à la période d'affaires courantes – se fasse encore attendre. Les acteurs judiciaires et les huissiers de justice plaident instamment pour la numérisation des avis de saisie.

Comment définit-on les matières pouvant être traitées ou non par un gouvernement en affaires courantes? Où se situe la différence fondamentale entre le premier et le deuxième arrêté royal?

16.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (en néerlandais): La circulaire du 26 avril 2010 ne se distingue pas des circulaires publiées par les gouvernements précédents en cette matière. Je ne vois pas pourquoi il pourrait être question d'un quelconque caractère arbitraire. Les dossiers sont examinés cas par cas.

L'arrêté royal du 26 août 2010 relève de l'application de la circulaire. Il s'agit de dossiers dont le traitement avait déjà commencé avant la démission du gouvernement et qui visaient à remédier à une situation défavorable pour le citoyen. Mais un problème est survenu en raison d'une annulation prononcée par le Conseil d'État.

Le projet d'arrêté royal relatif aux avis de saisie concerne également un dossier dont le traitement avait déjà commencé en 2009. Il s'agit d'un arrêté royal qui ne doit pas faire l'objet d'une concertation au sein du Conseil des ministres. Il faut donc procéder à des vérifications supplémentaires.

Chaque dossier est différent et doit donc être analysé à la lueur des critères de la circulaire. Eu égard à la diversité des travaux préparatoires, le ministre a décidé de rédiger un rapport destiné au Roi. Ces textes sont actuellement en voie de finalisation.

16.03 Koenraad Degroote (N-VA): Selon moi, le renvoi aux observations du Conseil d'État ne constitue pas un motif valable. À l'occasion de précédentes questions concernant l'arrêté royal relatif aux avis de saisie, personne n'a jamais prétendu qu'il y avait lieu de procéder à des vérifications. Ceci dit, le fait que l'on rédige un rapport pour le Roi signifie quand même qu'il y a un certain progrès.

16.04 Carl Devlies, secrétaire d'État (en néerlandais): Ce n'est pas parce que le Conseil d'État fait des observations que l'arrêté royal relève automatiquement des affaires courantes. Lorsque le Conseil d'État fait des observations, soit on les rejette, soit on s'y range, auquel cas on modifie les textes.

L'incident est clos.

17 Question de Mme Jacqueline Galant au ministre de la Justice sur "le jugement très variable d'accès à la nationalité belge entre les différents arrondissements judiciaires" (n° 1428)

17.01 Jacqueline Galant (MR): Dans le cadre d'auditions en commission des Naturalisations, nous avons remarqué que les analyses des dossiers par les parquets de notre pays sont tout à fait différentes. Or, les candidats connaissent ces pratiques des parquets et "font leur marché": quand cela ne fonctionne pas dans un parquet, on s'adresse à un autre où les choses passeront plus facilement.

En commission des Naturalisations, nous avons décidé de refaire un questionnaire adressé au Collège des procureurs généraux afin qu'il donne des instructions uniformes à l'ensemble des parquets. Le ministre compte-t-il demander une analyse uniforme dans tout le pays?

Autre exemple: lorsque les parquets émettent un avis défavorable pour la déclaration de nationalité, le candidat laisse tomber le dossier et rentre un dossier de naturalisation et certains candidats se retrouvent

belges, alors qu'ils sont coupables de faits graves. Le ministre compte-t-il prendre une initiative? Des personnes dangereuses pour la société obtiennent la nationalité à cause de traitements qui ne sont pas uniformes à travers le pays.

17.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en français*): Le président de la commission des Naturalisations de la Chambre m'avait déjà interpellé au sujet des avis du ministère public dans les procédures de naturalisations, en soulignant leur manque d'uniformité. Il relevait plus particulièrement les pratiques de certains parquets: listings, avis réservés à défaut d'éléments et sous réserve des avis de la Sûreté de l'État.

La question a été inscrite à l'ordre du jour du Collège des procureurs généraux. On y a proposé un canevas de travail uniforme, sur base d'un formulaire-type avec une liste de questions pertinentes et un commentaire adapté. Ce travail a été entrepris par la commission, mes services et le Collège. Un formulaire-type de renseignements fut diffusé par le Collège auprès des magistrats, fin décembre 2009. Ce document indique le contenu minimal souhaité, les procureurs pouvant rendre des avis plus complets.

Par ailleurs, il a été demandé au parquet de ne pas attendre l'avis de la Sûreté de l'État. En effet, l'attente systématique de l'avis de la Sûreté pouvait donc conduire le procureur du Roi à ne pas respecter le délai de quatre mois, qui vaut pour les deux organes. Il fallait aussi éviter que le procureur du Roi subordonne *a priori* et de manière générale son pouvoir d'appréciation à celui d'une autre instance.

Ce problème me semble, dès lors, avoir trouvé une réponse adéquate. Le Collège des procureurs généraux est sous l'autorité du ministre de la Justice compétent pour la mise en œuvre et la coordination de la politique criminelle, mais ces directives ne sont pas contraignantes pour les membres du siège, qui sont indépendants.

17.03 Jacqueline Galant (MR): Vous avez répondu par rapport aux naturalisations alors que ma question portait sur l'ensemble des manières qui existent pour acquérir la nationalité belge. Si le traitement des déclarations de nationalité et des naturalisations n'est pas uniforme, comment les dossiers des candidats seront-ils jugés de manière impartiale?

Je reviendrai avec une nouvelle question plus précise. J'espère que le ministre de la Justice y répondra lui-même car cela mérite une réflexion en profondeur. La commission des Naturalisations retravaillera le formulaire qu'elle enverra au Collège des procureurs généraux, pour qu'ils essaient de donner un message clair aux parquets.

L'incident est clos.

18 Question de Mme Jacqueline Galant au ministre de la Justice sur "les problèmes informatiques dans les tribunaux" (n° 1429)

18.01 Jacqueline Galant (MR): Le système informatique du ministère de la Justice est archaïque au point qu'aucune relation informatique n'existe avec l'Office des Étrangers et la Sûreté de l'État parce que certains parquets ne sont pas informatisés.

Le ministre a-t-il prévu des moyens budgétaires pour développer l'informatique dans son département?

18.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en français*): Nous savons que de nombreux problèmes et défis existent au niveau de l'informatisation de la Justice. Le projet Phenix, au regret de tout le monde, n'a pas été une réussite. Les problèmes se sont tellement accumulés que les solutions simples et rapides n'existent plus.

Mon prédécesseur a démarré le projet Cheops, après l'échec de Phenix.

De nombreux projets sont en cours et auront un effet économique important, non seulement sur le fonctionnement de la Justice mais aussi sur celui des gouvernements et entités de ce pays.

Tout d'abord, les câblages de réseaux doivent être refaits pour permettre une capacité suffisante à la circulation des flux de données.

En 2008, 4 154 081 euros ont été investis pour les câblages de réseaux et 1 540 000 pour les composants de réseau. En 2009, respectivement 5 682 140 et 425 183 euros. En 2010, 799 000 euros ont été investis. D'ici la fin de 2011, notre réseau tout entier devra être à niveau.

Depuis 2005, 17 500 PC ont été acquis. Le projet de la standardisation des ordinateurs portables a été approuvé, il y a deux ans, par le Conseil des ministres, avec un budget total non repris dans mes documents. Il commencera sa phase de distribution début 2011.

Cette distribution sera combinée au remplacement accéléré des PC. Le projet aboutira d'ici la fin 2013. Il serait opportun que je donne, dans cette commission, des explications sur l'approche globale de l'informatisation du département de la Justice. Avec votre accord, j'aborderai cette question avec la présidente de la commission.

18.03 Jacqueline Galant (MR): Un exposé général du ministre serait important pour notre commission.

L'incident est clos.

19 Question de M. Georges Gilkinet au ministre de la Justice sur "la gestion des fonds saisis et confisqués par l'OCSC" (n° 1465)

19.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Je voudrais revenir sur la mise à l'écart du directeur de l'Organe central pour la saisie et la confiscation (OCSC). À l'époque, le ministre a parlé de décisions unilatérales d'achat et de revente avec perte d'OLO prises par ce directeur et d'un contrat avec ING qui devait être renouvelé par marché public. Il a encore évoqué des transactions qui avaient engendré une perte d'argent, pour lesquelles il avait demandé des éléments complémentaires à ING. Je suppose que maintenant, le ministre a pu réunir les informations utiles.

J'estime que cet argent doit être mieux géré. Quel est le montant moyen sur les comptes de l'OCSC? Quel montant figurait sur ces comptes au 1^{er} décembre 2009, c'est-à-dire quelques jours avant le versement à la Caisse des Dépôts et Consignations? Quel taux octroie ING sur les montants figurant sur ces comptes? Quelles sont les garanties éthiques pour ces placements? Que fait cette banque de cet argent en dépôt? Quand et par qui a été signé le contrat avec ING? Quelle est son échéance? La procédure de marché public a-t-elle été relancée? Quand doit-elle aboutir? Qui a pris la décision d'investir en OLO? Quand et pour quel montant en a-t-on achetées? Quand, pourquoi et pour quel montant en a-t-on revendues? Y a-t-il un lien entre ces OLO et l'affaire des 115 millions d'euros transférés "par erreur" au Trésor public via la Caisse des Dépôts et Consignations fin 2009?

19.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (en français): Il n'est pas possible de déterminer le montant moyen des comptes de l'OCSC car sur les quatre dernières années, 7 000 montants y ont été déposés ou transférés, alors que les sorties ont augmenté d'année en année (plus de 3 000 depuis le 1^{er} janvier 2010).

Au 31 décembre, la situation des comptes était de 284 030 619,90 euros (y compris les 115 millions d'euros transférés le 24 décembre 2009).

Les comptes en euros bénéficient du taux EONIA -0,27 %, soit 0,198 % au 1^{er} décembre 2010. Les devises étrangères sont placées à terme.

Les trois autres grandes banques belges s'étant désistées, le contrat avec ING a été signé le 3 septembre 2003 par Mme Onkelinx à l'issue d'une procédure négociée avec publicité préalable et pour une durée de quatre ans. Le directeur de l'OCSC, M. Erwin Francis, a signé une convention complémentaire le 14 juin

2006, peu avant sa nomination à la cour d'appel d'Anvers. La collaboration avec ING se poursuit sur la base de ces documents.

Les OLO ont été achetées entre janvier et novembre 2009 pour 118 658 339,72 euros et vendus le 24 décembre 2009 pour 117 033 165,75 euros; les intérêts perçus sont de 3 835 625 euros.

Apparemment, le directeur était d'avis que la vente des OLO était nécessaire pour le transfert de 115 millions d'euros à la Caisse des Dépôts et Consignations, alors que selon mes informations, un transfert direct aurait été possible.

19.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Les taux octroyés par ING sont ridiculement bas. Qu'en est-il des critères éthiques? Que fait ING avec cet argent?

Je suis consterné que le marché public désignant ING comme gestionnaire n'ait pas été renouvelé.

La décision du gouvernement de faire effectuer ce versement a coûté 1 million d'euros.

Depuis le début, je suis assez sceptique quant à la façon dont sont gérés les montants saisis ou confisqués, et votre réponse ne fait qu'ajouter à mon trouble.

En 2008, c'est vous qui m'aviez répondu que le dossier était en cours de reprise en mains. Après deux années, le résultat n'est pas très positif.

19.04 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en français*): Une procédure court actuellement et il est délicat de vous apporter des détails.

19.05 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Les pouvoirs publics doivent montrer l'exemple par leur politique de placement.

Si j'ai bien compris, un nouveau marché public sera lancé. Je vous demanderais de fixer des critères éthiques discriminants par rapport à ces placements. Cet argent est issu de la fraude.

L'argent saisi doit servir à des choses utiles et non à de la spéculation.

19.06 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en français*): Je transmettrai votre proposition au ministre.

L'incident est clos.

20 Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur "l'absence de poursuites contre des pirates internationaux par la justice belge" (n° 1402)

20.01 Peter Logghe (VB): Sept pirates somaliens qui avaient été interceptés par l'armée belge ne seront pas poursuivis, du moins pas par la Justice belge, leur dossier contenant trop peu d'éléments à charge.

Le ministre soutenait-il la décision du parquet de n'entamer aucune procédure judiciaire à leur égard? Quel signal les autorités belges donnent-elles en l'occurrence? Les pirates n'ont-ils qu'à jeter leurs armes par-dessus bord pour bénéficier de l'impunité? Sur quelle base légale le parquet a-t-il fondé sa décision de non-poursuite? Quel est l'état d'avancement de ce dossier?

20.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Les faits ressortissent à la loi du 30 décembre 2009 relative à la lutte contre la piraterie maritime et à la loi du 30 décembre 2009 relative à la lutte contre la piraterie maritime et modifiant le Code judiciaire. Les deux lois sont entrées en vigueur le 14 janvier 2010.

La nouvelle loi établit une nouvelle compétence extraterritoriale. Le procureur fédéral est compétent pour des faits commis en dehors du territoire du Royaume, contre un navire belge ou lorsque les suspects ont été arrêtés par des militaires belges. Le suspect ne doit pas être intercepté sur le territoire du Royaume préalablement aux poursuites. La loi stipule que le procureur fédéral juge de l'opportunité des poursuites.

Le procureur du Roi décide s'il exerce l'action publique ou si un autre État s'en charge. Il peut ainsi décider que le dossier doit de préférence être examiné par la juridiction de l'État du navire, de l'État dont l'auteur est un ressortissant, de l'État du lieu où l'auteur a été intercepté ou d'un État tiers.

Le 23 mars 2009, un accord a été conclu en la matière entre l'Union européenne et le Kenya dans le cadre de l'opération Atalante. En vertu de la loi, la juridiction doit toujours répondre à des critères d'indépendance, d'impartialité et d'équité.

Le procureur fédéral informe le ministre qu'il fonde sa décision sur l'implication d'un intérêt belge dans l'affaire. Par intérêt belge, il entend un navire belge ou un navire battant pavillon belge qui fait l'objet de l'acte de piraterie, ou un ressortissant belge qui à la suite de l'acte de piraterie est tué, grièvement blessé ou sérieusement menacé. Aucun des critères mentionnés n'était rempli dans cette affaire.

Ces critères ont été soumis au Collège des procureurs généraux par le procureur fédéral et ont été validés le 22 juin 2010. Ils ont également été communiqués aux autorités militaires ainsi qu'au commandant de la frégate belge Louise-Marie.

Le dossier n'est pas léger. Cependant, après avoir évalué ce dernier à l'aune de plusieurs critères préalablement fixés et validés par le Collège des procureurs généraux, le procureur fédéral a constaté qu'aucun intérêt belge n'avait été endommagé. Il a ensuite décidé que les sept pirates ne seraient pas poursuivis dans notre pays. Par ailleurs, les pirates ont été arrêtés sur les eaux territoriales kenyanes, or le Kenya s'est toujours montré disposé à engager des poursuites à l'encontre des pirates. Ces éléments ont également été exposés dans le communiqué de presse diffusé le 2 décembre 2010 par le département des Affaires étrangères.

Le ministre a estimé qu'il était inopportun et inutile d'exercer son droit d'injonction positive pour ordonner au parquet d'engager des poursuites à l'encontre des pirates.

Dans l'intervalle, il est apparu que l'un d'entre eux aurait également été impliqué dans le détournement du navire belge Pompei en avril-juin 2009. Sa photo a en effet été reconnue par trois marins du Pompei.

Le juge d'instruction à Bruges a placé cet homme sous mandat d'arrêt provisoire le 2 décembre 2010, l'objectif étant de le transférer en Belgique dans les meilleurs délais.

Le procureur fédéral a fait savoir au commandant du Louise-Marie que des poursuites seront également engagées contre ce détenu en Belgique pour les faits datant du 29 novembre 2010. Les six autres pirates seront poursuivis par le Kenya.

20.03 Peter Logghe (VB): Il est positif qu'il existe un accord avec le Kenya et que ces sept personnes aient pu être arrêtées. Grâce à cet accord, nous pourrions transférer ce septième détenu, qui s'est révélé être un des pirates du Pompei, en Belgique pour le traduire en justice en le faire purger sa peine ici. Il est bien évidemment possible qu'il purge sa peine au Kenya.

20.04 Carl Devlies, secrétaire d'État (en néerlandais): Cela dépendra des termes du traité entre la Belgique et le Kenya.

L'incident est clos.

Le président: Je remercie le secrétaire d'État d'avoir bien voulu répondre, pour la deuxième fois déjà, au nom du ministre de la Justice. La réaction des commissaires m'apprend qu'ils préféreraient la présence du ministre lui-même. Je lui transmettrai ce message.

La réunion publique est levée à 17 h 17.

De vergadering wordt geopend om 14.20 uur en voorgezeten door mevrouw Sarah Smeyers.

01 Vraag van de heer Damien Thiéry aan de minister van Justitie over "de afspraken die bepaalde Vlaamse gemeenten met projectontwikkelaars maken om de kopers van vastgoed te kunnen selecteren" (nr. 1300)

01.01 Damien Thiéry (MR): Een aantal Vlaamse gemeenten – met name Overijse, Vilvoorde en Gooik – hebben afspraken gemaakt met projectontwikkelaars opdat nieuwe woningen bij voorkeur worden verkocht aan Nederlandstaligen. In mijn ogen zijn die afspraken discriminerend en in strijd met de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, en artikel 245 van het Strafwetboek, waarbij het personen die een openbaar ambt uitoefenen, verboden wordt zich te mengen in handels- of private aangelegenheden. Overeenkomstig artikel 246 van hetzelfde Wetboek zou er zelfs sprake kunnen zijn van passieve openbare omkoping.

Zou u geen gebruik kunnen maken van uw positief injunctierecht om de betrokken besturen of burgemeesters te vervolgen?

01.02 Staatssecretaris Carl Devlies (Frans): Indien iemand van oordeel is dat zijn privacy geschonden werd, dan kan hij een klacht indienen bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer of de bevoegde hoven en rechtbanken; dit geldt eveneens in geval van discriminatie, corruptie of enige andere uit een juridisch of strafrechtelijk oogpunt passende kwalificatie.

Het positief injunctierecht van de minister van Justitie vormt een uitzondering op het beginsel van de scheiding van de machten. Hiervan kan alleen gebruik worden gemaakt wanneer er zich een zeer bijzonder probleem voordoet. Tot op heden was zulks niet het geval.

01.03 Damien Thiéry (MR): De minister zou het parket moeten verzoeken een standpunt in te nemen of te vervolgen, in voorkomend geval tot blijkt dat de zaak moet worden geseponeerd. Waarom werd er geen contact opgenomen met het parket-generaal?

01.04 Staatssecretaris Carl Devlies (Frans): Er is vooralsnog geen sprake van een bijzonder probleem: de klagers kunnen een beroep doen op de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en kunnen gebruik maken van de bestaande strafrechtelijke en burgerlijke procedures.

01.05 Damien Thiéry (MR): Het is dus de burger die de kosten voor een klacht moet dragen. Ik zal die kwestie opnieuw te berde brengen, want ik ben niet tevreden met uw antwoord.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Marie-Christine Marghem aan de minister van Justitie over "het geweld tegen vrouwen" (nr. 1339)

02.01 Marie-Christine Marghem (MR): Uit een studie van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen blijkt dat vooral vrouwen het slachtoffer worden van echtelijk geweld, of het nu om verbaal, psychologisch dan wel fysiek geweld gaat. In gesprekken met de hulplijn 0800 30 030 geven de slachtoffers ook aan dat ze ontevreden zijn over het gebrek aan opvang door de politie – een federale bevoegdheid – wanneer ze een klacht indienen; die vaststelling wordt ook bevestigd op de hoorzittingen van de bijzondere commissie 'seksueel misbruik': ondanks de politiehervorming wordt er bij de politie enigszins laks, onverschillig of zelfs lacherig gereageerd.

Wat zal de minister ondernemen om de politiediensten ertoe aan te porren meer interesse en motivatie te tonen voor het opnemen van klachten?

02.02 Staatssecretaris Carl Devlies (Frans): Enige verduidelijking is op zijn plaats: de luisterbereidheid en de aandacht voor de klachten waarover u het heeft, kunnen immers zowel op de opvang door de politiediensten, het optreden van de justitiehuizen, de opvolging door het parket of de beoordeling door de grondrechter betrekking hebben.

In een gemeenschappelijke omzendbrief van het College van procureurs-generaal en de minister van Justitie van 21 april 2005 werd het globaal strafrechtelijk beleid inzake intrafamiliaal en partnergeweld uiteengezet. In het verlengde daarvan moesten de informaticasystemen van de politiediensten en het parket worden aangepast om te voldoen aan wetenschappelijke vereisten of andere eisen (met name in antwoord op parlementaire vragen).

De omzendbrief wordt geëvalueerd en op zijn praktische toepasbaarheid getoetst door het College van procureurs-generaal in samenwerking met de Dienst voor het Strafrechtelijk beleid en de belangenverenigingen voor slachtoffers. Zo wordt de evolutie van deze problematiek gevolgd en wordt rekening gehouden met nieuwe vormen van geweld, zoals oudermishandeling of erwraak. Uit de aanwijzing van daartoe speciaal opgeleide referentiepolitieambtenaren en -substituten mag blijken welke vooruitgang er op dit vlak werd geboekt.

Met dit strafrechtelijk beleid willen we de slachtoffers beschermen, de politieke en justitiële actoren sensibiliseren, banalisering voorkomen en de daders een sterk signaal geven. Het nieuw Nationaal Actieplan 2010-2014 inzake de strijd tegen partnergeweld en andere vormen van huiselijk geweld sluit daarbij aan.

Ik deel uw bezorgdheid over de werking van de arbeidsrechtbanken en -hoven en de manier waarop het dossier van de collectieve schuldenregeling behandeld wordt.

02.03 Marie-Christine Marghem (MR): U heeft het nu over een andere vraag die ik nog niet gesteld heb en die gaat over de achterstand bij die rechtscollages als gevolg van de overdracht van de geschillen met betrekking tot de collectieve schuldenregeling, zonder dat er begeleidende maatregelen werden genomen om de griffies in staat te stellen het hoofd te bieden aan die bijkomende werklust...

02.04 Staatssecretaris Carl Devlies (Frans): Ik beschik niet altijd over voldoende tijd om de antwoorden die de diensten van het ministerie van Justitie me bezorgen, te checken.

02.05 Marie-Christine Marghem (MR): Van geweld tegen vrouwen naar de arbeidsrechtbanken, voorwaar een gewaagde gedachtesprong!

Op uw antwoord op mijn eerste vraag wil ik repliceren dat een enquête, die werd gehouden via het gratis nummer voor vrouwen die het slachtoffer zijn van partnergeweld (0800 30 030), heeft aangetoond dat 40 procent van de personen die het nummer bellen, ontevreden is over de eerstelijnszorg, d.w.z. de politiediensten. Wat het strafrechtelijk beleid betreft, valt er ongetwijfeld heel wat aan te merken op de omzendbrief van de procureurs-generaal met betrekking tot het ontvankelijk maken van de eerstelijnsactoren voor het probleem van het intrafamiliaal geweld. Ik zal u daar opnieuw over ondervragen aan de hand van een studie over dat percentage.

02.06 Staatssecretaris Carl Devlies (Frans): Ik heb u een lijst gegeven van alle genomen maatregelen. We zullen de exacte cijfers opvragen bij de Dienst voor het Strafrechtelijk beleid. Ik zal u een schriftelijk antwoord bezorgen.

02.07 Marie-Christine Marghem (MR): Mijn tweede vraag betreft de arbeidsrechtbanken en -hoven. Per rechtscollage wordt er een gemiddelde achterstand van twee jaar vastgesteld, ten gevolge van de overheveling van de collectieve schuldenregeling.

Toen Laurette Onkelinx als minister van Justitie deze beslissing nam, hebben wij haar gewaarschuwd. Er diende rekening te worden gehouden met de omkadering. Tot dusver werden er echter geen specifieke maatregelen genomen.

Wat zal u ondernemen?

02.08 Staatssecretaris Carl Devlies (Frans): De personeelsformatie van de arbeidsrechtbanken en -hoven werd met het oog op de overdracht van bevoegdheden uitgebreid met 9 griffiers en 36 administratieve medewerkers. Bovendien heb ik deze rechtscollages onlangs 10 bijkomende referendarissen ter beschikking

gesteld en werd hun administratieve werklast verminderd. Ik verwijs hiervoor naar de wet van 6 april 2010.

Ik ben mij ervan bewust dat de evolutie van de werklast in de arbeidsgerechten van nabij moet worden gevolgd.

Op 4 juni 2008 sloot ik met de rechterlijke orde een eerste protocol met betrekking tot de werklastmeting, dat in de eerste plaats de hoven van beroep betreft. Op 25 juni 2010 heb ik een tweede protocol gesloten met betrekking tot het voortzetten van de initiatieven, waaraan het opstarten en het ontwikkelen van de werklastmeting bij de arbeidsrechtbanken en -hoven werden toegevoegd.

02.09 Marie-Christine Marghem (MR): Zou u mij een kopie van die onlangs ondertekende protocollen kunnen bezorgen? Wanneer moet de werklastmeting geobjectiveerd zijn? Wordt het gerecht gevraagd de werklast bij elk rechtscollege apart in te schatten? Wanneer moeten de rechtscolleges daarmee klaar zijn?

02.10 Staatssecretaris Carl Devlies (Frans): De beschikbare gegevens zullen u worden bezorgd.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Renaat Landuyt aan de minister van Justitie over "de uitbreiding van Everberg" (nr. 1318)

03.01 Renaat Landuyt (sp.a): Op vraag van de Vlaamse regering zou de capaciteit van Everberg voor Vlaamse jongeren worden uitgebreid. Er zou evenwel geen extra personeel komen. Op 24 februari 2010 zei de minister in de commissie nochtans dat vanaf het moment waarop geweten is dat de capaciteit opgevoerd kan worden, het directoraat-generaal EPI de noden inzake personeel zou onderzoeken en zo nodig zou bijsturen.

Hoeveel plaatsen zouden er in Everberg bij komen? Wanneer? Hoe is dit voorbereid? Wordt het personeelsbestand aangepast? Is het gebruikelijk dat op vraag van de Vlaamse minister de federale overheid voor extra opvangplaatsen zorgt?

03.02 Staatssecretaris Carl Devlies (Nederlands): De uitbreiding van de Nederlandstalige plaatsen in Everberg is er niet enkel gekomen op vraag van de Vlaamse regering, maar is een logisch gevolg van het masterplan. De plaatsen die vrijkomen door de overbrenging van 50 Franstalige jongeren naar Saint-Hubert komen ter beschikking voor Nederlandstalige jongeren. Er werd een aantal opfrissingswerken uitgevoerd in afwachting van de grotere uitbreiding van Everberg. In december wordt het aantal plaatsen al opgevoerd van 24 naar 30. Het personeelsbestand zal aan deze uitbreiding worden aangepast.

Vanaf 1 december waren 70,25 voltijdequivalenten aanwezig. In januari komt er een verhoging van 30 naar 40 plaatsen. Hierover zal overleg plaatsvinden.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Renaat Landuyt aan de minister van Justitie over "de procedure tot wraking van onderzoeksrechter De Troy in het zogenaamde gerechtelijk onderzoek 'De Kelk' " (nr. 1319)

04.01 Renaat Landuyt (sp.a): Eind oktober raakte bekend dat er een wrakingsprocedure tegen onderzoeksrechter De Troy is ingesteld.

Klopt het dat de procureur-generaal nog geen enkele stap heeft gezet om die procedure voort te zetten? Daardoor blijft het onderzoek naar seksueel misbruik in de kerk geblokkeerd. Stemt dit wel overeen met de geest van de wet? Wanneer plant de procureur-generaal de behandeling van het wrakingsverzoek?

04.02 Staatssecretaris Carl Devlies (Nederlands): Het verzoekschrift tot wraking werd op 20 oktober 2010 ingediend bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg van Brussel en werd op 22 oktober aan de procureur-generaal bezorgd.

Er moeten twee procedures worden gevoerd: de procedure die aanhangig moest worden gemaakt bij de KI na de arresten van het Hof van Cassatie en de procedure tot wraking. De griffie van de rechtbank van eerste aanleg van Brussel moet eerst een lijst kunnen opstellen van de partijen die moeten worden opgeroepen in het kader van de wrakingsprocedure. De procureur-generaal heeft veertien gelijkvormige kopieën van het hele dossier laten bezorgen. Op zijn verzoek heeft de procureur des Konings van Brussel de aanstelling van een vervanger voor de gewraakte onderzoeksrechter gevorderd.

Deze magistraat werd op 29 november 2010 aangesteld om de heer De Troy te vervangen bij het stellen van onderzoeksdaden.

De termijn die in artikel 838 van het Gerechtelijk Wetboek wordt bepaald, begint te lopen vanaf de datum van de fixatie van de zitting.

De procureur-generaal is bezig met de studie van het onderzoeksdossier. Volgens zijn rapport van 30 november 2010 volgt zeer binnenkort een conclusie inzake de wrakingsprocedure.

04.03 Renaat Landuyt (sp.a): Dit antwoord maakt de houding van het parket-generaal duidelijk. Er is blijkbaar minder tijd nodig om het dossier te lezen en de nietigheid ervan te vragen dan dat er tijd nodig is om het dossier te lezen en de burgerlijke partijen – die anders nooit worden opgeroepen – op te roepen. Dit antwoord is niet ernstig.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "het acute personeelstekort bij het vrederecht van het eerste kanton te Hasselt" (nr. 1454)

05.01 Bert Schoofs (VB): De vrederechter en de hoofdgriffier van het eerste kanton te Hasselt klagen het personeelstekort bij de administratie van de griffie aan. Slechts een van de vier medewerkers is momenteel beschikbaar, al is het maar voor 80 procent. De drie andere werknemers zijn met ziekteverlof.

Wat kan de minister van Justitie daaraan doen?

05.02 Staatssecretaris Carl Devlies (Nederlands): Zolang de regering in een periode van lopende zaken is, geldt het principe van de budgettaire behoedzaamheid en kunnen er geen nieuwe initiatieven worden genomen. Er kan enkel binnen het bestaande wettelijk kader worden gewerkt. Een rondzendbrief van 23 december 2009 heeft bovendien besparingsmaatregelen opgelegd voor de personeelskredieten en nieuwe initiatieven uitgesloten. Mijn administratie moet de wettelijke en budgettaire begrenzings respecteren.

Het wettelijk kader van de griffie van het vrederecht van het eerste kanton te Hasselt bedraagt zeven personeelsleden, waarvan vier griffiers en drie administratieve personeelsleden. Omdat twee administratieve personeelsleden kozen voor een vierdaagse werkweek, werd één halftijds contractueel personeelslid toegekend. Er is momenteel één betrekking vacant en er zijn twee afwezigheden wegens ziekte, die zullen worden opgevangen door de aanwerving van een contractueel medewerker.

De procedure voor de invulling van de vacante betrekking werd opgestart. Het kader van het vrederecht zal dus weldra terug compleet zijn.

05.03 Bert Schoofs (VB): Er is een gedeeltelijke oplossing, maar het lijkt er ook op dat de regering zich verschuilt achter de lopende zaken om te kunnen besparen. Het personeelskader wordt nu ingevuld met contractuele medewerkers. Ik zal de toestand ter plaatse controleren. Het vrederecht moet op volle capaciteit werken en mag geen ziektegevallen misbruiken om besparingen door te voeren.

05.04 Staatssecretaris Carl Devlies (Nederlands): De heer Schoofs interpreteert het antwoord niet correct. De vacante plaatsen worden wel degelijk ingevuld. De minister merkt enkel op dat het kader in een periode van lopende zaken niet kan worden uitgebreid.

05.05 Bert Schoofs (VB): Er wordt ook geen uitbreiding van het kader gevraagd. Als de vacante plaatsen ingevuld worden, dan is er geen probleem. Ik zal de gepresteerde uren eens optellen en nagaan of er inderdaad voldoende personeel wordt aangeworven.

05.06 Staatssecretaris **Carl Devlies** (Nederlands): Dat zal veel werk zijn!

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Justitie over "procedurefouten bij de aanhouding van Brusselse terreurverdachten" (nr. 1462)

06.01 Peter Logghe (VB): De Brusselse raadkamer besliste op 4 december om twee mannen die aangehouden werden op verdenking van terrorisme, vrij te laten omdat het aanhoudingsbevel niet correct was opgesteld. Het federaal parket ging hiertegen in beroep.

Klopt het dat de raadkamer deze verdachten wou vrijlaten op basis van een procedurefout? Weegt die fout op tegen het in gevaar brengen van de veiligheid van burgers in ons land? Staan de betrokkenen nog altijd onder arrest? Wanneer komen zij voor de kamer van inbeschuldigingstelling? Kan de minister tussenbeide komen? Het gaat immers over een beslissing die de veiligheid van het land aanbelangt.

06.02 Staatssecretaris **Carl Devlies** (Nederlands): Het federale parket deelt mee dat de twee personen die op 23 november 2010 werden aangehouden in het kader van een terrorismeonderzoek te Brussel, op 3 december 2010 door de raadkamer werden vrijgelaten op grond van een onvoldoende motivering van het aanhoudingsmandaat. Het federale parket tekende hiertegen op 6 december 2010 hoger beroep aan. Derhalve bevinden de verdachten zich nog steeds in voorlopige hechtenis. De zaak wordt in de loop van volgende week voor de kamer van inbeschuldigingstelling te Brussel behandeld.

06.03 Peter Logghe (VB): De politieke vraag is of een procedurefout opweegt tegen het in gevaar brengen van de veiligheid van de burgers in dit land, als er een duidelijk gevaar is voor ontvluchting en collusie.

06.04 Staatssecretaris **Carl Devlies** (Nederlands): Het gaat hier om een lopend onderzoek. Alle vragen die de minister kan beantwoorden, zijn duidelijk beantwoord.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Siegfried Bracke aan de minister van Justitie over "het vrijmaken van de archieven van de Staatsveiligheid" (nr. 1040)

07.01 Siegfried Bracke (N-VA): In *Knack* vertelde rijksarchivaris Karel Velle onlangs dat hij een deel van het archief van de Staatsveiligheid wil overbrengen naar het Rijksarchief, waar het kan worden ontsloten voor historisch onderzoek. Vreemd genoeg is er echter nog geen enkel stuk van de Staatsveiligheid van na 1945 overgedragen.

Volgens de chef van de Staatsveiligheid, de heer Winants, is zijn archief immers nog actief, ook al ligt een periode als de Koude Oorlog alweer 20 jaar achter ons. Verder argumenteert hij dat eenmaal een document is geclassificeerd als ultrageheim, dat ook definitief zo blijft.

In 2005 was er een akkoord met de voormalige chef van de Staatsveiligheid, de heer Dassen, om na te gaan welke stukken aan het Rijksarchief konden worden overgedragen, maar daar is de heer Winants blijkbaar niet van op de hoogte.

Volgens mij moeten niet de ambtenaren, maar de regering en het Parlement toezien op transparantie.

Vindt de minister dat een classificatie kan gelden als definitief? Is dat te verzoenen met de wetswijziging van 2009 die zegt dat na 30 jaar de archieven van de overheid moeten worden gedeponereerd bij het Rijksarchief? Kan hij hier zelf iets aan doen of vindt hij een parlementair initiatief meer aangewezen?

07.02 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Nederlands*): De Veiligheid van de Staat heeft de archiefwetgeving van 1955 altijd gerespecteerd. De aangepaste wetgeving is nog niet volledig in uitvoering, in afwachting van een derde uitvoeringsbesluit. De termijnen voor het deponeren zullen worden ingekort van 100 naar 30 jaar, met een overgangstermijn van 10 jaar.

De Veiligheid van de Staat heeft er nog nooit een probleem van gemaakt om archiefmateriaal ter beschikking te stellen onder bepaalde voorwaarden. Helaas hebben historici-experts zich niet altijd aan die voorwaarden gehouden, wat echter niet het probleem is van de Veiligheid van de Staat. Medewerking aan TV-reportages werd geleverd binnen de mogelijkheden van de dienst, in de verwachting dat het zou gaan om juridische zaken die waren afgesloten en mits akkoord van de rechtstreeks betrokkenen.

Bovendien beschikt de Veiligheid van de Staat slechts in beperkte mate over personeel om aan een grote vraag te kunnen voldoen. Ze moet wettelijk ook zowel de bron, de menselijke informateur, haar agent als de in documenten genoemde personen beschermen.

De bescherming van de bron is zeer belangrijk bij inlichtingen, bijvoorbeeld in spionage- of terrorismezaken. Informatie van buitenlandse inlichtingendiensten blijft eigendom van de andere dienst.

Vermits de Veiligheid van de Staat werkt met geïntegreerde dossiers, zitten in wellicht alle dossiers ook documenten van gerechtelijke overheden, Belgische diplomatieke posten, buitenlandse diensten, de NAVO, de Europese Unie enzovoort. Elke dienst en elk land hanteren andere classificatieperioden.

Wat het levend en dood archief betreft, lijkt collega Bracke er van uit te gaan dat de Koude Oorlog geen uitlopers meer zou hebben voor inlichtingendiensten, omdat die periode 20 jaar geleden is afgesloten. Maar nogal wat nationalistische organisaties en terreurgroepen ontleen hun oorsprong aan verdragen ter afsluiting van WOI.

Dankzij haar archieven kan de Veiligheid van de Staat nu voormalige spionnen terugvinden onder diplomaten. Nog dit jaar werden bezoekers geweigerd bij internationale instellingen na identificatie op basis van oude dossiers van de Veiligheid van de Staat. Ten slotte kan men andere inlichtingendiensten in Centraal- en Oost-Europa van dienst zijn met dergelijke informatie.

De openbaarheid van dit soort archieven is dus niet zo evident. Archieven die voor sommigen zuiver historisch lijken te zijn, zijn voor een inlichtingendienst nog zeer relevant en moeten dan ook genuanceerd worden benaderd.

07.03 **Siegfried Bracke** (N-VA): Ik begrijp dat er zinnige argumenten zijn om een aantal zaken te beschermen, hoewel sommige redenen nogal gratis overkomen. Ik blijf mij afvragen waarom er onder de heer Dassen een akkoord mogelijk was tussen het Rijksarchief en de Staatsveiligheid, uiteraard volgens de aangehaalde normen, maar niet onder de heer Winants. Op die manier smeekt men bijna om een nationale versie van WikiLeaks, wat niemand wenst.

07.04 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Nederlands*): Op basis van de stukken die ik heb gekregen, is er volgens mij wel degelijk een continuïteit bij de Staatsveiligheid, maar ik sta open voor nieuwe elementen in een later debat.

Het incident is gesloten.

08 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Raf Terwingen** aan de minister van Justitie over "**richtlijnen bij de Brusselse balie inzake class actions**" (nr. 1341)

- mevrouw **Sophie De Wit** aan de minister van Justitie over "**class actions**" (nr. 1407)

08.01 Raf Terwingen (CD&V): De aankondiging van meester Van Steenbrugge in de commissie Seksueel Misbruik in Gezagsrelaties dat een *class action*, een gemeenschappelijke vordering, wel degelijk mogelijk is via een contactopname met de Brusselse balie, heeft de commissieleden verbaasd. De balie zou daartoe bepaalde richtlijnen hebben.

Wat is de inhoud van die richtlijnen? Hoe kunnen advocaten zich baseren op die richtlijnen, die blijkbaar door de Brusselse balie zijn uitgevaardigd?

08.02 Sophie De Wit (N-VA): Blijkbaar heeft men in het Brusselse al eens een soort van precedent geboden voor een *class action*. Op Europees niveau is er in 2009 een groenboek opgesteld om de *class action* ingang te laten vinden.

Wat is de stand van zaken op Europees niveau? Hebben andere landen intussen een systeem van *class action* ingevoerd?

08.03 Staatssecretaris Carl Devlies (Nederlands): Het is volgens de Belgische wetgeving momenteel niet mogelijk om zogenaamde *class actions* in te stellen.

Op Europees niveau is er niet alleen het aangehaalde groenboek over het collectieve verhaal voor consumenten, maar ook het witboek over schadevergoedingsacties wegens schending van communautaire mededingingsregels.

Er hebben nieuwe consultaties plaatsgevonden, maar het blijft afwachten welk gevolg de Europese Commissie daaraan zal geven. Zij is evenwel niet van plan om te bepalen hoe een collectieve procedure er precies moet uitzien. Er blijkt voorlopig een consensus te bestaan dat de lidstaten zelf gestalte moeten geven aan de procedure. Een procedure inzake collectieve schadeafwikkeling mengt zich per definitie in het procesrecht van de lidstaten. Ter zake uniforme regels opstellen is dus geen eenvoudige oefening.

Een dertiental lidstaten zou reeds een of andere vorm van groepsprocedure hebben aangenomen. Het debat rond de invoering en modaliteiten van een collectieve rechtsovereenkomst was binnen de regering volop aan de gang. De adviezen van de Hoge Raad voor de Justitie en de Raad voor het Verbruik werden afgewacht. Die adviezen dateren respectievelijk van 16 april 2009 en 29 april 2010. Er bestonden ontwerpdocumenten. Door de gewijzigde omstandigheden vond het verdere debat niet meer plaats.

De richtlijnen van de Nederlandstalige Orde van Advocaten bij de balie van Brussel komen erop neer dat een door de Raad van de Orde geaccrediteerde advocaat voor collectieve vorderingen van een aantal deontologische versoepelingen kan genieten onder voorwaarden, in het bijzonder op het vlak van publiciteit en honoraria.

Het is niet aan de minister van Justitie om deze deontologische regels te interpreteren of te waarderen.

08.04 Raf Terwingen (CD&V): Wat bepaalde advocaten in de media brachten als *class actions* zijn in feite een soort verzameling van vorderingen van een aantal cliënten die her en der in het land werden gerekruteerd. Het gaat om deontologische regels. Het voordeel voor de rechtszoekende is dat hij weet dat hij misschien minder ereloon verschuldigd is. Men mag echter niet de indruk creëren dat het ook zorgt voor een inhoudelijke verbetering.

08.05 Sophie De Wit (N-VA): Ik ben het eens met de heer Terwingen. Mensen mogen niet op het verkeerde been worden gezet. Ik zou graag de adviezen bekomen.

08.06 Staatssecretaris Carl Devlies (Nederlands): Men zal dit nakijken.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de minister van Justitie over "het houden van de bevolkingsregisters wat de juiste schrijfwijze van de naam betreft" (nr. 1240)

09.01 Sonja Becq (CD&V): Er is een probleem met de onderrichtingen van de FOD Binnenlandse Zaken over het houden van bevolkingsregisters en de juiste schrijfwijze van achter- en voornamen. In het buitenland komen die gegevens op het paspoort en op de geboorteakte niet altijd overeen. Dat geeft allerlei problemen voor wie zich hier probeert in te schrijven of wil trouwen.

In België telt voor vreemdelingen die in België geboren zijn de geboorteakte, terwijl voor vreemdelingen die geboren zijn in het buitenland de familienaam en de voornamen overgenomen worden van het nationaal identiteitsbewijs of het paspoort. Als die vreemdeling echter Belg wordt, wordt hij ingeschreven op basis van de geboorteakte. Zo komen er vaak fouten naar boven.

Wat is de basis van dit onderscheid? Werd over het opstellen van de onderrichtingen overlegd met de Vlaamse Vereniging voor Steden en Gemeenten, de Vlaamse Vereniging voor Ambtenaren en Beambten van de Burgerlijke Stand (VLAVABBS) en de FOD's Justitie en Binnenlandse Zaken? Zal dit onderscheid niet leiden tot rechtsonzekerheid en tot nog meer problemen inzake identificatie?

Welke schrijfwijze van de naam moet worden gevolgd wanneer een in het buitenland geboren vreemdeling in België wenst te huwen, indien er een onderscheid bestaat tussen de geboorteakte en het nationaal identiteitsbewijs? Komt dit probleem frequent voor?

09.02 Staatssecretaris Carl Devlies (*Nederlands*): Dit probleem is al langer bekend en werd naar aanleiding van nieuwe onderrichtingen van de FOD Binnenlandse Zaken opnieuw signaleerd door de VLAVABBS, die meldt dat er regelmatig tegenstrijdigheden zijn tussen paspoorten en geboorteakten van vreemdelingen. Meestal komt dit probleem naar boven in huwelijksdossiers en in mindere mate in nationaliteitsdossiers of als de betrokkene zelf om een aanpassing vraagt.

De FOD Binnenlandse Zaken heeft over deze nieuwe onderrichtingen geen overleg gepleegd met de FOD Justitie of met de VLAVABBS. Ik stel vast dat er werd bepaald om voor vreemdelingen geen rekening te houden met buitenlandse geboorteakten. Deze problematiek is niet eenvoudig en er moet ook rekening gehouden worden met het internationaal privaatrecht.

Artikel 64 van het Burgerlijk Wetboek bepaalt welke documenten er bij de aangifte van een huwelijk moeten worden voorgelegd. In principe zal de ambtenaar van de burgerlijke stand zich baseren op de geboorteakte, maar hij zal ook nagaan of die door alle Belgische overheden erkend kan worden zonder dat er een beroep gedaan moet worden op bepaalde procedures. Het Wetboek van internationaal privaatrecht bepaalt dat de vaststelling van de naam van een persoon beheerst wordt door het recht van de Staat waarvan die persoon de nationaliteit heeft.

De verandering van naam of voornamen wordt bepaald door de wetgeving van het land waarvan de betrokkene op het tijdstip van de verandering de nationaliteit heeft. Ook als het bewijs van identiteit een andere naam vermeldt dan de naam op de geboorteakte, zal een onderzoek door de ambtenaar van de burgerlijke stand worden gevoerd om na te gaan welke naam de betrokkene volgens het toepasselijke recht draagt. Er kan ook een naamswijziging in het buitenland gebeurd zijn. Dit onderzoek wordt ook gevoerd als een vreemdeling in het buitenland geboren is en in ons land wil trouwen en er een verschil is tussen de geboorteakte en het nationaal identiteitsbewijs.

Een overleg met de minister van Binnenlandse Zaken hierover is noodzakelijk. De gegevens in het bevolkingsregister moeten correct zijn en overeenkomen met de akten van de burgerlijke stand, in het belang van de rechtszekerheid en het project dat de akten van de burgerlijke stand automatisch overdraagt naar de bevolkingsregisters.

09.03 Sonja Becq (CD&V): De staatssecretaris heeft gezegd dat er niet met Justitie werd overlegd. Ook

minister Turtelboom gaf dat al onrechtstreeks toe. Zij zei wel dat er begin 2011 evaluatievergaderingen gepland zijn met de VVSG, de DVZ en de FOD Justitie.

Er zijn concrete situaties waarbij mensen trachten ingeschreven te raken en van het kastje naar de muur worden gestuurd. Er moet een oplossing worden uitgewerkt die geen cascade van verbeteringen vereist.

09.04 Staatssecretaris **Carl Devlies** (Nederlands): Dat klopt en deze vraag zal bijdragen aan die oplossing.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Koenraad Degroote aan de minister van Justitie over "tolerantiedrempels bij snelheidsovertredingen" (nr. 1352)

10.01 Koenraad Degroote (N-VA): Het vervolgingsbeleid moet zich toespitsen op de veroorzakers van ongevallen. In sommige zones drijft men dat wel erg ver door mensen een brief te sturen dat ze 51 hebben gereden op een plaats waar 50 toegestaan is. Voor de burgers is dat verwarrend.

Is het mogelijk om overal een gelijke tolerantiedrempel in te voeren? Kan de tolerantiedrempel in alle zones tegelijk worden opgetrokken? Op die manier kunnen we de parketten ontlasten, ons oriënteren op de echte snelheidsduivels en een gevoel van wetteloosheid tegengaan.

Wat is de stand van zaken inzake de niet-vervolging? Wat is de mening van de minister over voormelde situatie? Welke maatregelen kan en wil de minister treffen om de situatie recht te zetten?

10.02 Staatssecretaris **Carl Devlies** (Nederlands): In de commissie van 20 oktober heb ik al soortgelijke vragen van de heer Geerts beantwoord.

Ik kan enkel zeggen dat als gevolg van de vragen bij het Expertisenetwerk Wegverkeer van het College van procureurs-generaal een reflectie werd opgestart. De Raad van procureurs mandateerde de procureur des Konings van Antwerpen om aan het Expertisenetwerk deel te nemen. We moeten de adviezen van de werkgroep afwachten.

10.03 Koenraad Degroote (N-VA): Ik hoop dat er efficiëntie uit voortvloeit.

Het incident is gesloten.

11 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Katrin Jadin** aan de minister van Justitie over "de corruptie in België" (nr. 1364)

- mevrouw **Sophie De Wit** aan de minister van Justitie over "de fraude- en corruptiebestrijding" (nr. 1444)

- de heer **Bert Schoofs** aan de minister van Justitie over "het gebrek aan efficiëntie in de vervolging van corruptie" (nr. 1453)

11.01 Katrin Jadin (MR): Elk jaar publiceert Transparency International een rapport over de corruptie in de wereld. België staat als 22^e gerangschikt in een lijst van 178 landen, op dezelfde plaats als het jaar daarvoor.

Voor ons land werd er nooit becijferd hoeveel overheidsgeld er verloren gaat door corruptie. De bevoegde diensten, waaronder de Centrale Dienst voor de Bestrijding van de Corruptie en het Brusselse parket, leveren evenwel zeer grote inspanningen. Helaas beschikken ze nog over onvoldoende middelen.

Hoe kan die toestand worden verholpen? Kan men het financiële verlies ten gevolge van corruptie in België onder cijfers brengen?

11.02 Sophie De Wit (N-VA): Onlangs nog gingen bij een grote fraudezaak in verband met een computerbedrijf 35 verdachten vrijuit wegens verjaring van de feiten, en dat is helaas niet de eerste maal. Op de recentelijk gepubliceerde corruptielijst staat België nu weer een plaats lager, op 22, wat volgens de onderzoekers grotendeels te verklaren is door een beperkte politieke wil om ethiek en de strijd tegen

corruptie te bevorderen.

Hoe verklaart de minister die vele verjaringen bij fraudedossiers? Hoe kan de procedure om fraude te bestrijden efficiënter en beter worden aangepakt? Welke maatregelen kan de minister daartoe nemen in een periode van lopende zaken? Hoe beoordeelt hij het slechte resultaat van België? Hoeveel inkomsten loopt de Staat mis door fraude en corruptie?

11.03 Bert Schoofs (VB): Er is al verwezen naar het rapport van Transparency International. De federale politie zegt ook gewonnen te zijn voor een nationaal corruptiemeldpunt en voor de bescherming van klokkenluiders op federaal niveau, iets wat op Vlaamse niveau al het geval is. Momenteel zou de Centrale Dienst voor de Bestrijding van de Corruptie (CDBC) ook onvoldoende manschappen, bevoegdheden en middelen hebben.

Welke conclusies trekt de minister uit het rapport van Transparency International? Kan de CDBC volgens hem best volledig ressorteren onder Justitie en moet er een nationaal corruptiemeldpunt komen? Is de regering gewonnen voor een rapporteringsbevoegdheid voor de CDBC ten opzichte van diensten waar ambtenaren zijn betrokken bij een onderzoek? Hoe staat het met de bescherming van klokkenluiders?

11.04 Staatssecretaris Carl Devlies (*Nederlands*): De afgelopen tien jaar werden in België talloze maatregelen genomen in de strijd tegen de corruptie. Onze stabiele score van 7,1 op 10 in de *Corruption Perceptions Index* van Transparency International duidt geenszins op een zorgwekkende situatie. Aangezien België al sinds 100 jaar beschikt over een anticorruptiedienst, mag ons land gerust een pionier worden genoemd in de corruptiebestrijding.

(*Frans*) Sinds 1999 wordt zowel omkoping van personen die een openbaar ambt uitoefenen als private omkoping strafbaar gesteld in het Belgische strafrecht. Na een toetsing voor een OESO-werkgroep werd de wetgeving in 2007 nog aangescherpt.

Ook andere maatregelen dragen bij tot de strijd tegen de corruptie: de strafrechtelijke verantwoordelijkheid van rechtspersonen, de bijzondere opsporingsmethoden, de oprichting van een centraal orgaan voor de inbeslagneming en de verbeurdverklaring en de ruimere toepassing die onlangs aan de wetgeving werd gegeven.

Ook in het kader van de hervorming van het federale openbaar ambt werd een groot aantal maatregelen genomen, onder meer de oprichting van het Auditcomité van de federale overheid en van het Bureau voor Ambtelijke Ethiek en Deontologie. In augustus 2007 kwam er ook een deontologisch kader voor de federale ambtenaren.

Ook de gerechtelijke politie en de magistratuur (het federaal parket en het College van procureurs-generaal) laten zich niet onbetuigd.

Corruptiepraktijken komen dan ook steeds vaker aan het licht. Uit het jaarverslag van de Centrale Dienst voor de Bestrijding van de Corruptie blijkt dat alle ingediende dossiers werden onderzocht.

(*Nederlands*) Ook voor de privésector werden tal van maatregelen genomen. In de voorbije regeerperiode werden initiatieven genomen tegen nieuwe vormen van corruptie, zoals de oprichting van een meldpunt binnen de federale politie naar aanleiding van een aantal omkopingszaken in het voetbal. Om de private sector te sensibiliseren, werd onlangs ook een informatiebrochure opgesteld over de corruptie in de ondernemingswereld.

De codes inzake corporate governance en deugdelijk ondernemen zijn van toepassing op zowel beurs- als niet-beursgenoteerde ondernemingen. Die codes worden steeds strikter en bevorderen het deontologische waardekader en bewustzijn binnen de ondernemingswereld.

Volgens mij is de boodschap van Transparency International niet dat België het slecht doet, maar dat er nog veel ruimte is voor verbetering en versterking van het beleid. Daarom is corruptiebestrijding opgenomen in het huidige nationaal veiligheidsplan als een belangrijke beleidsprioriteit. De *Corruption Perceptions Index* van Transparency International wordt opgemaakt aan de hand van de resultaten van een bevraging van deskundigen over de mate waarin de huishoudens worden geconfronteerd met corruptie. De rangschikking is dus een weergave van een perceptie. Het berekenen van de financiële schade door corruptie in België vraagt een duidelijke definitie van het begrip corruptie, wat wettelijk zowel in enge als in brede zin kan.

In het raam van het Nationaal Politieel Veiligheidsbeeld 2011 werd gepoogd om de financiële schade door corruptie te berekenen. In een minimale berekening op basis van de dossiers bij politiediensten, waarbij rekening werd gehouden met de gevallen van street level-corruptie, kwam men uit op een directe schade van 3.465.000 euro. In een tweede berekening werden de cijfers inzake schade door corruptie, zoals opgegeven door de Wereldbank, omgezet op Belgisch niveau op basis van het aantal inwoners. Dit leverde voor ons land 400 miljoen euro aan schade op, maar daarbij is wel niet duidelijk in welke mate de Wereldbank een onderscheid heeft gemaakt tussen directe en indirecte schade. Deze berekening houdt ook geen rekening met eventuele regionale verschillen.

De methodologie van het Nationaal Politieel Veiligheidsbeeld is geschikt om op basis van impact, frequentie en risico van veiligheidsfenomenen een goede inschatting te maken van het belang van bepaalde criminele problemen van onze maatschappij. Het is moeilijk om het totale financiële verlies door fraude te ramen. Op basis van een geschat percentage van de Belgische economie dat gerealiseerd wordt in fraudegevoelige activiteiten en van het geschatte percentage aan verloren heffingen van sociale en fiscale lasten, werd berekend dat de Staat 6,4 miljard euro aan inkomsten misloopt.

Het ter beschikking stellen van personeel en materiële middelen van de politie behoort tot de bevoegdheid van mijn collega van Binnenlandse Zaken.

Bij de federale gerechtelijke politie zullen inderdaad veel personeelsleden op pensioen gaan en de geplande rekruteringen zullen deze uitstroom niet volledig compenseren. Hetzelfde geldt ook voor de Centrale Dienst voor de Bestrijding van de Corruptie. Ik had de directeur-generaal van de federale gerechtelijke politie, de heer Paul Van Thielen, trouwens gevraagd om een advies over de beschikbare personeelscapaciteit voor onderzoek naar economische en financiële inbreuken. Hij blijkt er geen voorstander van om het aandeel van de onderzoekscapaciteit in de strijd tegen de financieel-economische criminaliteit te verhogen ten opzichte van andere prioritaire fenomenen, maar hij wijst er ook op dat dit politieke keuzes zijn. Ik heb zijn advies bezorgd aan het College van procureurs-generaal.

Er werd een studie gemaakt over deze personeelskwesties om optimaal te kunnen inspelen op de problemen en uitdagingen. Op basis van dit alles zullen fundamentele beleidskeuzes moeten worden gemaakt in het regeerakkoord van de toekomstige regering. Er was een parlementair initiatief in de voorgaande regeerperiode om een wettelijke bescherming te verlenen aan ambtenaren die onregelmatigheden melden. Het lijkt me aangewezen om dit wetsvoorstel te hernemen.

Gelet op de complexiteit van de fraudeproblematiek is een holistische aanpak nodig, met naast een optimale verdeling van de beschikbare capaciteit ook een goede afstemming van de inspanningen van de diverse actoren en het opdrijven van die inspanningen voor een maximaal ontradend effect. Door een efficiënt procesmanagement en specialisatie in de financiële onderzoeken kunnen verjaringen maximaal worden voorkomen.

In een periode van lopende zaken is de regering niet gemachtigd om nieuwe beleidsinitiatieven op te starten, vandaar het belang om zo snel mogelijk een nieuwe regering met volheid van bevoegdheden te laten starten. Intussen kan het Parlement zijn wetgevend initiatiefrecht gebruiken om bepaalde procedures aan te passen.

Tijdens de vorige regeerperiode heeft een gespecialiseerde commissie de georganiseerde fiscale fraude bestudeerd en meer bepaald de verjaring van belangrijke gerechtelijke dossiers. Het rapport van deze

commissie is nu in uitvoering en een aantal punten werd al gerealiseerd.

Er is een duidelijk onderscheid tussen de administratieve en de strafrechtelijke behandeling van fiscale misdrijven.

De commissie voor de Financiën is vanochtend samengekomen om afspraken te maken over de opvolging van de adviezen van de onderzoekscommissie. Ik had zelf aan de commissie gevraagd om mij te horen over de voorstellen *una via*. De commissie heeft beslist om eerst te overleggen over een gemeenschappelijke commissie met Justitie.

11.05 Kattrin Jadin (MR): Er bestaan ontzaglijk veel instrumenten, maar gelet op onze internationale ranking zou men kunnen oordelen dat de onderscheiden maatregelen niet voldoende doeltreffend zijn. De gevolgen van de corruptie bij de overheid of in de privésector in België zijn moeilijk te becijferen.

De bereidheid is er en er werden al voorstellen geformuleerd. Ik zal u zo nodig zeker opnieuw ondervragen.

11.06 Sophie De Wit (N-VA): Er zijn al heel wat initiatieven genomen, maar in de praktijk is dat nog niet altijd te merken. Ik kijk alvast uit naar het opstarten van de gemeenschappelijke commissie.

11.07 Bert Schoofs (VB): Een heleboel maatregelen staan op stapel. Het feit dat België niet vooruitgaat op de ranglijst wordt enkel 'een probleem van perceptie' genoemd. Aan zaken als ATC en KB Lux ziet men toch dat er iets schort aan ons systeem.

11.08 Staatssecretaris Carl Devlies (Nederlands): Uit de gemengde commissie Justitie-Financiën zal blijken welke belangrijke vooruitgang de aftredende regering heeft geboekt in de strijd tegen de fraude. Als het Parlement een klokkenluidersregeling goedkeurt, zouden we een grote stap voorwaarts zetten op de corruptie-index. Het ontbreken van die regeling zorgt ervoor dat we momenteel stagneren op de ranglijst.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de minister van Justitie over "de geldigheid van uitgeschreven boetes op grond van overeenkomsten tussen de procureur-generaal, het parket en de politierechtbank" (nr. 1372)

12.01 Servais Verherstraeten (CD&V): De Vlaamse minister van Mobiliteit kondigde vorige maand een systeem van trajectcontrole aan. In Gentbrugge zou het de facto al bestaan, maar overtredingen kunnen nog niet worden geverbaliseerd bij gebrek aan KB.

Dat KB zou ondertussen gepubliceerd zijn. In de politiezone Turnhout zou er wel geverbaliseerd zijn omdat de commissaris vindt dat hij niet moet wachten op het KB omdat hij werkt in overleg met het parket-generaal en de politierechtbank.

Wanneer is het KB gepubliceerd? Zijn boetes uitgeschreven voor die publicatie rechtsgeldig?

12.02 Staatssecretaris Carl Devlies (Nederlands): Het koninklijk besluit van 12 oktober 2010 betreffende de goedkeuring, de ijking en de installatie van de meettoestellen gebruikt om het toezicht te houden op de naleving van de wet betreffende de politie over het wegverkeer en haar uitvoeringsbesluiten, is in het *Belgisch Staatsblad* van 25 oktober 2010 verschenen.

Het parket-generaal van Antwerpen laat mij weten dat dit alles is gebeurd met instemming van de procureur des Konings te Turnhout, doch zonder dat de procureur-generaal daarvan op de hoogte werd gesteld. De vaststellingen zijn dus gedaan buiten het zonet vermeld koninklijk besluit.

12.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Ik neem aan dat dit de werklast op de politierechtbank van Turnhout zal doen toenemen.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van mevrouw Özlem Özen aan de minister van Justitie over "de uitbreiding van het JustScansysteem" (nr. 1387)

13.01 Özlem Özen (PS): Op 19 november stemde de regering in met het voorstel om JustScan – het systeem om strafdossiers te digitaliseren – uit te breiden tot heel België, en de applicatie bij één host onder te brengen.

Wanneer zal de minister de desbetreffende offerteaanvragen ondertekenen? Hoe zullen de gerechtelijke overheden worden betrokken bij de beslissingen over de inzet van de toepassing en het vastleggen van de prioriteiten? Hoe zal de minister dit project opnemen in het algemeen plan voor de informatisering van Justitie, om dubbele coderingen te voorkomen? Welke maatregelen zal hij nemen met het oog op de opleiding en de ondersteuning van het personeel en de tenuitvoerlegging van het project?

13.02 Staatssecretaris Carl Devlies (Frans): De minister heeft de offerte ondertekend. De administratie kreeg de opdracht een samenwerkingsmodel uit te werken in overleg met de rechterlijke orde, die gevraagd werd maximaal mee te werken. Ik hoop dat er tegen het einde van het jaar beslist zal kunnen worden: de rechterlijke orde en de FOD zullen in overleg vastleggen hoe de concrete invoering zal gebeuren en welke technische mogelijkheden het project biedt.

Vroeger ontbrak die samenwerking en dat verklaart waarom bepaalde ICT-projecten niet altijd een succes waren. Nu zal die samenwerking een belangrijk keerpunt vormen in de strategische prioriteitenbepaling en de computerisering van de rechterlijke orde.

JustScan is een belangrijk gegeven in de totaalvisie op een justitie met elektronische procedures en dossiers. Het voorkomen van dubbele coderingen is een taak waarop we ons toeleggen.

Al te vaak werden ICT-projecten afzonderlijk opgestart, terwijl ze in feite onderdelen zijn van een veel bredere uitdaging. Bovendien werd de beschikbare infrastructuur dikwijls niet gebruikt bij gebrek aan communicatie, opleiding of begeleiding van de verandering. Daarom worden alle nieuwe projecten voortaan opgevat als integrale projecten, waarin met die diverse dimensies rekening wordt gehouden.

Wij stellen alles in het werk om de computerisering aan te moedigen. Dat is evenwel niet makkelijk in een periode van lopende zaken. De minister is bereid hiervan in januari een inventaris te maken.

13.03 Özlem Özen (PS): Ik dank de minister voor het ondertekenen van de offerte. Dit zal in de praktijk en op het vlak van duurzame ontwikkeling belangrijke gevolgen hebben. Alle justitiële actoren zullen moeten samenwerken.

Het incident is gesloten.

14 Vraag van mevrouw Özlem Özen aan de minister van Justitie over "de gevangenis van Tilburg" (nr. 1388)

14.01 Özlem Özen (PS): De Liga voor Mensenrechten laakt de door de minister aangekondigde beslissing om 150 extra cellen in de gevangenis van Tilburg te huren; boter aan de galg, aldus de Liga.

Het Mensenrechtencomité van de VN uitte in zijn rapport van 22 oktober 2010 zijn bezorgdheid over de detentieomstandigheden in de Belgische gevangenissen, in het bijzonder de overbevolking in de gevangenissen en de verouderde staat waarin de gebouwen verkeren. Het Comité is van oordeel dat België alles in het werk moet stellen om de detentieomstandigheden te verbeteren, meer bepaald door nieuwe centra te bouwen en op grotere schaal alternatieve straffen, elektronisch toezicht en voorwaardelijke vrijlating toe te passen. België moet er ook voor zorgen dat het gedeelte van de wet-Dupont betreffende het klachtenrecht voor gedetineerden zo snel mogelijk van kracht wordt.

De deskundigen zijn het er unaniem over eens dat de overbevolking in de gevangenissen bestreden moet worden door aan het strafbeleid te werken en niet door de gevangenis capaciteit uit te breiden. Buitenlandse

studies tonen aan dat de gevangenispopulatie toeneemt naarmate de gevangenis capaciteit wordt verhoogd.

Werden de maatregelen met betrekking tot Tilburg geëvalueerd voordat er tot een uitbreiding werd besloten?

14.02 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Frans*): Op 8 juli 2010 maakten de Belgische en Nederlandse verantwoordelijken van de gevangenis in Tilburg een eerste, voorlopige balans op van het project. Afgezien van een reeks bezwaren over de kwaliteit van het geleverde brood, werden er geen onoverkomelijke problemen vastgesteld.

Het voorstel dat ik op 3 december aan de ministerraad heb voorgelegd, is ingebed in het verdrag dat België en Nederland daarover eerder sloten. De huur van cellen in Tilburg is een tijdelijke oplossing om de nijpende overbevolking in onze gevangenissen te verlichten in afwachting van de gevangenisinrichtingen waarin het masterplan voorziet.

Zonder de tijdelijke capaciteit in Tilburg dreigt de situatie uit de hand te lopen.

De ministerraad heeft mijn nota over de algemene problematiek betreffende de strafuitvoering en de overbevolking goedgekeurd. Er zijn dringende bewarende maatregelen nodig om de overbevolking aan te pakken.

14.03 **Özlem Özen** (PS): Er is echt nood aan een globale visie op het repressief systeem in België. We kunnen geen cellen blijven huren in andere landen.

Kunt u ons alle informatie bezorgen over de toetsing, zodat we er in de commissie een bespreking kunnen aan wijden?

14.04 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Frans*): Uw opmerkingen hebben een meer algemene strekking.

Wat uw laatste vraag betreft, zal ik nagaan of het mogelijk is u dat document te bezorgen.

Het incident is gesloten.

15 Vraag van mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "het gevangenisregime in Leuven" (nr. 1408)

15.01 **Sophie De Wit** (N-VA): Omdat hij de gevangenen een betere kans op re-integratie geeft, heeft de directeur van Leuven-Centraal de burgerschapsprijs van de Stichting P&V gekregen.

Hoe beoordeelt de minister het gevangensklimaat van Leuven-Centraal? Overweegt de minister maatregelen om het opencellenbeleid ook in andere gevangenissen ingang te doen vinden?

15.02 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Nederlands*): Ik wil de directeur van Leuven-Centraal en zijn team feliciteren met de prijs van P&V.

Artikel 9 van de basiswet van 12 januari 2005 bepaalt dat de vrijheidsstraf gericht moet zijn op het herstel van het aangedane onrecht, op de rehabilitatie van de veroordeelde en op zijn re-integratie in de maatschappij. De uitvoering moet op een schadebeperkende manier gebeuren en moet veilig zijn.

Iedere gevangenis heeft haar eigen traditie en mogelijkheden. De principes zijn overal gelijk, maar de praktijk hangt af van veel factoren, zoals het gevangentype, de infrastructuur, de schaalgrootte of de overbevolking. In Leuven-Centraal zitten vooral langgestrafte veroordeelden. De gevangenis heeft dus een vrij stabiele populatie. Het opencellenbeleid kan niet zomaar in andere gevangenissen worden gekopieerd. Het is trouwens ook niet voor alle gedetineerden de juiste oplossing.

Het incident is gesloten.

16 Vraag van de heer Koenraad Degroote aan de minister van Justitie over "de interpretatie van lopende zaken en het verschil tussen twee KB's" (nr. 1411)

16.01 Koenraad Degroote (N-VA): Van een regering van lopende zaken verwacht men dat ze geen fundamentele of oriënterende wijziging aan het beleid aanbrengt. Ik heb in dat verband echter heel wat vragen bij het KB van 26 augustus 2010 op de gezinshereniging. Daarbij is er wel degelijk een vermoeden van een belangrijke en nieuwe beleidskeuze.

Het verbaast me echter dat het KB over de digitalisering van de centrale berichten van beslag – dat startte vóór de lopende zaken – niet getekend wordt. De gerechtelijke actoren en deurwaarders smeken om de digitalisering van de beslagberichten.

Welke definitie hanteert men om te bepalen of iets al dan niet onder de lopende zaken valt? Waar zit het primordiale verschil tussen het eerste en het tweede KB?

16.02 Staatssecretaris Carl Devlies (Nederlands): De circulaire van 26 april 2010 onderscheidt zich niet van de circulaire die door de vroegere regeringen ter zake werden uitgevaardigd. Ik zie niet in waarom er sprake zou zijn van willekeur. De dossiers worden geval per geval onderzocht.

Het KB van 26 augustus 2010 valt onder de toepassing van de circulaire. Het gaat om zaken waarvoor de behandeling al is gestart voor het ontslag van de regering en die tot doel hebben een voor de burger nadelige situatie te verhelpen. Hier rees een probleem ten gevolge van een vernietiging door de Raad van State.

Het ontwerp van KB inzake de berichten van beslag gaat eveneens over een dossier waarvan de voorbereiding al was gestart in 2009. Het betreft een KB dat niet in de ministerraad moet worden overlegd. Bijgevolg moeten nog bijkomende verificaties worden verricht.

Ieder dossier is verschillend en wordt daarom getoetst aan de criteria uit de circulaire. Omwille van de verscheidenheid van de voorbereidende werkzaamheden heeft de minister beslist om daarover een toelichtend verslag aan de Koning op te stellen. Aan deze teksten wordt nu de laatste hand gelegd.

16.03 Koenraad Degroote (N-VA): Ik vind de verwijzing naar de opmerkingen van de Raad van State geen goede reden. Bij vorige vragen over het KB betreffende de beslagberichten heeft men nooit geantwoord dat er bepaalde verificaties dienden te gebeuren. Het feit dat men een verslag zal voorleggen aan de Koning, betekent dat er toch sprake is van enige vooruitgang.

16.04 Staatssecretaris Carl Devlies (Nederlands): Het is niet omdat de Raad van State opmerkingen maakt, dat het automatisch niet onder lopende zaken valt. Als de Raad van State opmerkingen maakt, weerlegt men die of treedt men die bij en past men de teksten aan.

Het incident is gesloten.

17 Vraag van mevrouw Jacqueline Galant aan de minister van Justitie over "de zeer uiteenlopende vonnissen tussen verschillende gerechtelijke arrondissementen in verband met het verkrijgen van de Belgische nationaliteit" (nr. 1428)

17.01 Jacqueline Galant (MR): Tijdens hoorzittingen in de commissie voor de Naturalisaties hebben we vastgesteld dat de dossiers op een heel andere manier worden behandeld door de diverse parketten. De betrokkenen kennen de werkwijze van die parketten ondertussen zo goed dat ze gaan shoppen: als hun dossier niet wil vlotten bij het ene parket, trekken ze ermee naar een ander parket, waarvan ze weten dat het minder streng is.

In de commissie voor de Naturalisaties hebben we beslist een nieuwe vragenlijst voor het College van procureurs-generaal op te stellen, zodat alle parketten uniforme instructies kunnen krijgen. Zal de minister eisen dat alle parketten de dossiers op een uniforme manier behandelen?

Een ander voorbeeld: wanneer de parketten een negatief advies uitbrengen in verband met de nationaliteitsverklaring, laat de betrokkene het dossier varen en dient hij een naturalisatiedossier in. Zo

worden sommigen uiteindelijk Belg, terwijl ze ernstige feiten hebben gepleegd. Zal de minister een initiatief nemen? Personen die een gevaar vormen voor de maatschappij verkrijgen immers de Belgische nationaliteit, doordat de dossiers op een verschillende manier worden behandeld door de diverse parketten.

17.02 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Frans*): De voorzitter van de Kamercommissie voor de Naturalisaties heeft me eerder al geïnterpelleerd over het gebrek aan uniformiteit in de adviezen die het openbaar ministerie uitbrengt in het kader van de naturalisatieprocedures. Hij wees met name op de praktijken bij een aantal parketten, die met lijsten werken, een advies uitbrengen onder voorbehoud bij gebrek aan gegevens, of onder voorbehoud van het advies van de Veiligheid van de Staat.

De kwestie werd aan de orde gesteld bij het College van procureurs-generaal. Er werd voorgesteld een uniforme werkwijze uit te werken, aan de hand van een modelformulier met een lijst van relevante vragen en een specifieke toelichting. De commissie, mijn diensten en het College hebben de hand aan de ploeg geslagen. Eind december 2009 verspreidde het College een modelinlichtingenformulier onder de magistraten. In dat document worden de gewenste minimale gegevens vermeld, maar de procureurs mogen natuurlijk een omstandiger advies uitbrengen.

Er werd de parketten overigens gevraagd niet te wachten op het advies van de Veiligheid van de Staat. Doordat er systematisch gewacht werd op het advies van de Veiligheid van de Staat, overschreed de procureur des Konings soms de termijn van vier maanden, die geldt voor de twee instanties. Er moest ook worden vermeden dat de procureur des Konings zijn beoordelingsbevoegdheid *a priori* en over het algemeen ondergeschikt zou maken aan de beoordelingsbevoegdheid van een andere instantie.

Ik denk dan ook dat er een passende oplossing werd uitgewerkt voor dit probleem. Het College van procureurs-generaal staat onder het gezag van de minister van Justitie, die bevoegd is voor de tenuitvoerlegging en de coördinatie van het strafrechtelijk beleid, maar de richtlijnen zijn niet bindend voor de leden van de zetel. Die leden zijn immers onafhankelijk.

17.03 **Jacqueline Galant** (MR): Uw antwoord heeft betrekking op de naturalisaties, terwijl mijn vraag handelde over al de mogelijkheden die er zijn om de Belgische nationaliteit te verkrijgen. Als de behandeling van nationaliteitsverklaringen en naturalisaties niet eenvormig is, hoe kunnen de dossiers van de kandidaten dan op een onpartijdige manier worden beoordeeld?

Ik kom hierop terug met een nieuwe, meer gerichte vraag. Ik hoop dat de minister van Justitie hier zelf op zal antwoorden, want hierover moet grondig worden nagedacht. De commissie voor de Naturalisaties zal het formulier herwerken dat zij naar het College van procureurs-generaal stuurt, zodat het College aan de parketten een duidelijke boodschap kan proberen te geven.

Het incident is gesloten.

18 **Vraag van mevrouw Jacqueline Galant aan de minister van Justitie over "de informaticaproblemen in de rechtbanken" (nr. 1429)**

18.01 **Jacqueline Galant** (MR): Het computersysteem van het ministerie van Justitie is zo verouderd dat er zelfs geen elektronische verbinding is met de Dienst Vreemdelingenzaken en de Staatsveiligheid, omdat bepaalde parketten nog niet gecomputeerd zijn.

Heeft de minister de nodige budgettaire middelen uitgetrokken voor de verdere informatisering van zijn departement?

18.02 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Frans*): We weten dat de informatisering van Justitie voor veel problemen en uitdagingen zorgt. Tot ieders spijt was het Phenixproject geen succes. Er zijn zoveel problemen opgedoken dat er geen snelle en eenvoudige oplossingen meer mogelijk zijn.

Na de mislukking van Phenix heeft mijn voorganger het Cheopsproject opgestart.

Er zijn heel wat projecten aan de gang, die aanzienlijke besparingen mogelijk zullen maken voor de werking

van Justitie, maar ook voor de regeringen en entiteiten in dit land.

Er moet vooreerst een nieuwe netwerkbekabeling worden geplaatst om te zorgen voor voldoende bandbreedte voor de gegevensoverdracht.

In 2008 werd een bedrag van 4.154.081 euro geïnvesteerd in netwerkbekabeling en 1.540.000 euro in netwerkcomponenten. In 2009 ging het om respectievelijk 5.682.140 en 425.183 euro. In 2010 werd 799.000 euro geïnvesteerd. Tegen eind 2011 moet ons hele netwerk geüpdatet zijn.

Sinds 2005 werden 17.500 pc's aangekocht. Het project betreffende de standaardisatie van de draagbare pc's werd twee jaar geleden goedgekeurd door de ministerraad. Het bijhorende totaalbedrag is niet vermeld in mijn documenten. Met ingang van 2011 zullen de diensten ermee worden uitgerust.

Tijdens de installatie van de gestandaardiseerde software zullen de pc's versneld vervangen worden. De operatie zal eind 2013 rond zijn. Het is misschien nuttig dat ik de commissie een toelichting geef over de globale aanpak van de informatisering van het ministerie van Justitie. Met uw toestemming zal ik deze kwestie bespreken met de commissievoorzitter.

18.03 Jacqueline Galant (MR): Onze commissie zou baat hebben bij zo'n algemene toelichting door de minister.

Het incident is gesloten.

19 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Justitie over "het beheer van de door het COIV in beslag genomen en verbeurdverklarde fondsen" (nr. 1465)

19.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ik wil nog even terugkomen op de beslissing om de directeur van het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring (COIV) aan de kant te zetten. De minister had het destijds over verlieslatende aan- en verkoopbeslissingen van OLO's die eenzijdig door de directeur werden genomen en over een contract met ING, dat moest worden vernieuwd in het kader van een overheidsopdracht. Hij verwees ook naar een aantal transacties die tot financiële verliezen hadden geleid en waarover hij ING om bijkomende informatie had gevraagd. Ik vermoed dat de minister daar intussen over beschikt.

Ik ben van oordeel dat het geld van het COIV beter moet worden beheerd. Welk bedrag staat er gemiddeld op de rekeningen van het COIV? Welk bedrag stond er op 1 december 2009 op die rekeningen, dit is enkele dagen voor de storting aan de Deposito- en Consignatiekas? Welke intrest betaalt ING voor het geld op die rekeningen? Welke waarborgen bestaan er op het stuk van ethische beleggingen? Wat doet ING met de deposito's? Wanneer en door wie werd het contract met ING ondertekend? Wanneer verloopt het? Werd de procedure voor de overheidsopdracht al opgestart? Wanneer zal ze haar beslag krijgen? Wie nam de beslissing om in OLO's te investeren? Wanneer en voor welk bedrag werden ze aangekocht? Wanneer, waarom en voor welk bedrag werden ze opnieuw verkocht? Bestaat er een verband tussen de OLO's en het bedrag van 115 miljoen euro dat in 2009 via de Deposito- en Consignatiekas per ongeluk in de Schatkist terecht kwam?

19.02 Staatssecretaris Carl Devlies (Frans): Het is niet mogelijk om na te gaan hoeveel geld er gemiddeld op de COIV-rekeningen staat, omdat er de afgelopen vier jaar 7.000 bedragen op werden gestort of overgeboekt en er bovendien jaar na jaar meer afboekingen waren (meer dan 3.000 sinds 1 januari 2010).

Per 31 december bedroeg het rekeningentotaal 284.030.619,90 euro (met inbegrip van de op 24 december 2009 overgeboekte 115 miljoen euro).

Voor de rekeningen in euro geldt de EONIA-rentevoet vermindert met 0,27 procent, wat op 1 december 2010 neerkwam op 0,198 procent. Voor buitenlandse valuta's wordt voor termijnbeleggingen gekozen.

Aangezien de drie andere Belgische grootbanken afhaakten, ondertekende mevrouw Onkelinx op 3 september 2003, na een onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking, het contract voor een duur van vier jaar met ING. Op 14 juni 2006 ondertekende de directeur van het COIV, de heer Erwin

Francis, een aanvullende overeenkomst, kort voor zijn benoeming bij het hof van beroep te Antwerpen. De samenwerking met ING wordt voortgezet op grond van die documenten.

De OLO's werden tussen januari en november 2009 gekocht voor 118.658.339,72 euro en op 24 december 2009 verkocht voor 117.033.165,75 euro; de interest bedraagt 3.835.625 euro.

Blijkbaar was de directeur van mening dat de verkoop van de OLO's noodzakelijk was voor de overdracht van 115 miljoen euro aan de Deposito- en Consignatiekas. Naar ik verneem, zou een directe overdracht echter mogelijk geweest zijn.

19.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): De door ING toegekende rentevoeten zijn belachelijk laag. En hoe staat het met de ethische criteria? Wat doet ING met dit geld?

Ik ben ontsteld over het feit dat de overheidsopdracht waarbij ING als beheerder werd aangewezen, niet werd vernieuwd.

De beslissing van de regering om die storting te laten uitvoeren heeft 1 miljoen euro gekost.

Ik stond van in het begin sceptisch tegenover de manier waarop in beslag genomen of verbeurdverklarde bedragen beheerd worden, en uw antwoord heeft mij geenszins gerustgesteld.

In 2008 antwoordde u mij dat men bezig was orde op zaken te stellen. Twee jaar later is het resultaat niet erg positief.

19.04 Staatssecretaris Carl Devlies (Frans): Er is een procedure aan de gang, en ik kan u dus geen details geven – dat is delicaat.

19.05 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): De overheid moet het voorbeeld geven met zijn beleggingsbeleid.

Als ik het goed begrepen heb, wordt er een nieuwe overheidsopdracht uitgeschreven. Ik zou u willen vragen discriminerende ethische criteria te bepalen voor die beleggingen. Dat is fraudegeld.

Het in beslag genomen geld moet nuttig besteed worden, niet aan speculatie.

19.06 Staatssecretaris Carl Devlies (Frans): Ik zal uw voorstel aan de minister bezorgen.

Het incident is gesloten.

20 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Justitie over "het niet-vervolgen van internationale piraten door de Belgische justitie" (nr. 1402)

20.01 Peter Logghe (VB): Zeven door het Belgische leger gevangengenomen Somalische piraten worden niet vervolgd, althans niet door het Belgische gerecht, omdat het dossier te licht weegt.

Was de minister het eens met de beslissing van het parket om niet te vervolgen? Welk signaal wordt hier gegeven? Is het voldoende dat piraten hun wapens overboord gooien om in de straffeloosheid te belanden? Op welke basis vond het parket het niet nodig om te vervolgen? Wat is de stand van zaken in dit dossier?

20.02 Staatssecretaris Carl Devlies (Nederlands): De feiten vallen onder de wet van 30 december 2009 betreffende de strijd tegen piraterij op zee en de wet van 30 december 2009 betreffende de strijd tegen piraterij op zee en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek. Beide wetten traden in werking op 14 januari 2010.

De nieuwe wet vestigt een nieuwe extraterritoriale rechtsmacht. De federale procureur is bevoegd voor feiten gepleegd buiten het grondgebied van het Rijk, tegen een Belgisch schip of wanneer de verdachten door Belgische militairen werden aangehouden. De verdachte moet niet voorafgaandelijk aan de vervolging

worden aangetroffen in het Rijk. De wet bepaalt dat de federale procureur oordeelt over de opportuniteit van de vervolging.

De procureur des Konings beslist zelf of hij de strafvordering uitoefent dan wel een andere Staat. Zo kan hij beslissen dat de zaak beter aanhangig zou worden gemaakt bij het rechtscollege van de Staat van het schip, van de Staat waarvan de dader een onderdaan is, van de Staat van de plaats waar de dader wordt gevonden of van een derde Staat.

Op 23 maart 2009 werd er ter zake een akkoord gesloten tussen de Europese Unie en Kenia in het kader van de operatie-Atalanta. Volgens de wet moet het rechtscollege steeds de kenmerken van onafhankelijkheid, onpartijdigheid en billijkheid vertonen.

De federale procureur deelt de minister mee dat hij zich bij zijn beslissing laat leiden door de aanwezigheid van een Belgisch belang. Daaronder verstaat hij een Belgisch schip of een schip onder Belgische vlag dat het voorwerp uitmaakt van de daad van piraterij, of een Belgische onderdaan die naar aanleiding van de daad van piraterij wordt gedood, ernstig gewond of ernstig bedreigd. Geen enkele van de vermelde criteria was in deze zaak vervuld.

Deze criteria werden door de federale procureur aan het College van procureurs-generaal voorgelegd en op 22 juni 2010 gevalideerd. Ze werden eveneens meegedeeld aan de militaire overheden en aan de commandant van het Belgische fregat Louise-Marie.

Het dossier weegt niet licht, maar de federale procureur heeft de zaak getoetst aan een aantal vooraf vastgelegde en door het College van procureurs-generaal gevalideerde criteria, waarop hij heeft vastgesteld dat er geen Belgische belangen zijn geschaad. Hij heeft vervolgens besloten dat de zeven piraten niet zouden worden vervolgd in ons land. Bovendien werden de piraten opgepakt in de Keniaanse territoriale wateren en Kenia heeft zich steeds bereid getoond piraten te vervolgen. Dit bleek ook uit het perscommuniqué van Buitenlandse Zaken van 2 december 2010.

Het leek de minister ongepast en onnodig het positief injunctierecht uit te oefenen en het parket te bevelen de piraten te vervolgen.

Intussen is gebleken dat een van hen ook betrokken zou zijn geweest bij de kaping van het Belgisch schip Pompei in april-juni 2009. Zijn foto werd door drie opvarenden van de Pompei herkend.

De onderzoeksrechter te Brugge heeft de betrokkene op 2 december 2010 onder voorlopig aanhoudingsbevel geplaatst en het is de bedoeling om hem zo snel mogelijk naar België over te brengen.

De federale procureur heeft aan de commandant van de Louise-Marie laten weten dat deze persoon ook in België vervolgd zal worden voor de feiten van 29 november 2010. De overige zes zullen door Kenia worden vervolgd.

20.03 **Peter Logghe** (VB): Het is positief dat er een overeenkomst met Kenia bestaat, zodat die zeven mensen werden aangehouden. Daardoor kunnen wij ook die zevende persoon, die onmaskerd is als een van de kapers van de Pompei, naar België overbrengen om te worden berecht en hier zijn straf uit te zitten. Het kan natuurlijk ook dat hij zijn straf in Kenia zal uitzitten.

20.04 Staatssecretaris **Carl Devlies** (Nederlands): Dat zal afhangen van het verdrag tussen België en Kenia.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Ik dank de staatssecretaris om voor de tweede keer in plaats van de minister te komen antwoorden. Ik merk wel aan de reactie van de commissieleden dat zij liever zouden hebben dat de minister zelf komt. Ik zal die boodschap aan de minister bezorgen.

De vergadering wordt gesloten om 17.17 uur.